

Les résultats du Recensement de 1906 au point de vue de la Concentration des entreprises

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi, 30 avril 1913, à 4 h. 1/2.

Président : M. SOUCHON.

Assesseurs { *M. FERNAND FAURE, Professeur.*
M. HITIER, Professeur.

PAR

André BONNELLE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

« Les classes moyennes d'autrefois, les
« petits industriels, les commerçants et
« les rentiers, les artisans et paysans.
« tous tombent dans le prolétariat. Leur
« petit capital succombe dans le com-
« merce avec les grands capitalistes »
(Karl MARX et ENGELS, Manifeste commu-
niste de 1847, § 18.)

PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE DE CH. NOBLET
13, RUE CUJAS, 13

—
1913

Les résultats du recensement de 1906

AU POINT DE VUE DE LA

concentration des entreprises

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

Les résultats du Recensement de 1906 au point de vue de la Concentration des entreprises

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi, 30 avril 1913, à 4 h. 1/2.

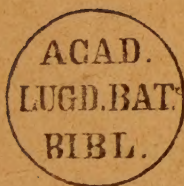
Président : M. SOUCHON.

Assesseurs { M. FERNAND FAURE, *Professeur.*
 { M. HITIER, *Professeur.*

PAR

André BONNELLE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



« Les classes moyennes d'autrefois, les
« petits industriels, les commerçants et
« les rentiers, les artisans et paysans,
« tous tombent dans le prolétariat. Leur
« petit capital succombe dans le com-
« merce avec les grands capitalistes. »
(KARL MARX et ENGELS, Manifeste commu-
niste de 1847, § 18.)

PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE DE CH. NOBLET
13, RUE CUJAS, 13

1913

Les résultats du recensement de 1906

AU POINT DE VUE DE LA concentration des entreprises

EXPOSÉ DE LA QUESTION

La question de la concentration des entreprises préoccupe, à juste titre, l'opinion publique, suscite d'importantes études et donne, nettement, l'impression d'être une question de vitalité et d'équilibre social et non pas une simple querelle d'intérêts.

Il importe de grouper, avec une sollicitude attentive, tous les éléments susceptibles de contrôler, d'approuver ou de réfuter un des articles de foi du manifeste communiste où Karl Marx et Engels, apôtres du déterminisme matérialiste, affirment qu'à leur tour, les petits industriels, les commerçants et rentiers, les artisans et paysans tombent dans le prolétariat...

Qu'en un mot la société se divise en deux grandes classes, d'un côté les exploitants, les riches nageant dans l'opulence, de l'autre les exploités, les pauvres dans la plus étroite dépendance, esclaves des ma-

gnats du capital qui ne leur abandonnent que des salaires de famine.

La grande industrie, le grand commerce, la grande culture absorberaient, pieuvres titaniques aux innombrables tentacules, toutes les forces vives de la moyenne et petite production, accumulant les ruines en bas, les richesses en haut au profit de quelques-uns. La logique des faits amènerait à constater la puissance sans cesse croissante des grands établissements producteurs, puissance en capitaux, puissances en hommes, se recrutant aux dépens du travail indépendant et des petites entreprises incapables de se défendre, de résister à ce mouvement de concentration qui fatalement doit convertir leurs tenanciers en salariés. Plus de soixante années ont passé depuis que ces prophètes annonçaient comme prélude de la catastrophe finale la disparition des petits et moyens producteurs, venant grossir les rangs des fossoyeurs de la classe capitaliste. Il nous est donc possible de vérifier si le processus socialiste est en voie de réalisation. Le recensement de 1906 nous offre à ce sujet un vaste champ d'observations et de déductions. Mais avant de passer à cette démonstration toute mathématique, il est utile de donner l'appréciation d'hommes d'études sur l'importance de la question.

Victor Brandt de l'Académie royale de Belgique, professeur à l'Université de Louvain s'exprime ainsi dans son livre si documenté : *La Petite*

Industrie contemporaine. « La Société ne doit pas être composée, constituée de deux grandes catégories, riches et pauvres. Cette opposition est pleine de dangers. Il faut, suivant l'expression d'Albertus, que la pyramide reste sur ses pieds; et pour cela, elle doit comprendre une classe moyenne, une « Mittelstand » solide. On doit d'ailleurs lui reconnaître de vigoureuses qualités sociales; là sont des forces indépendantes, autonomes, libres, sans lesquelles il n'y a pas d'état social stable et prospère. A maintenir cette classe moyenne doit tendre la politique sociale. »

« La tombe de nos classes moyennes, écrivait le docteur Hitze, est la tombe de toute liberté personnelle et professionnelle; si nous n'avons plus nos paysans et nos artisans, si toute l'humanité est menée par la cloche de la fabrique alors nous pourrions porter le deuil de nos pays allemands. »

Le professeur Schmoller, s'exprimait ainsi à Eizenach, en 1872 : « Notre idéal social n'est pas le nivellement socialiste; à notre avis l'état sain et normal d'une société présente une échelle, des degrés d'existence variée où l'on passe facilement d'un degré à l'autre. » (*Zur social und gewerbe politik der gegenwart*, p. 11).

Un député belge très en vue, M. Gérard Cooreman, disait au Sénat le 27 juin 1896 : « Tout le monde s'intéresse aujourd'hui à l'amélioration de la condition morale et du sort de la classe ouvrière et tout le monde a raison... Mais le maintien, la

prospérité de la classe moyenne est une cause non moins juste et l'intérêt général exige que cette cause aussi ne vienne pas à périliter. Il importe à l'équilibre social qu'entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, la distance soit comptée par la classe moyenne qui caractérise la réunion dans les mêmes mains du capital et du travail. Il est indispensable au règne de la bonne harmonie dans la société que l'échelle présente entre son échelon le plus bas et son échelon le plus élevé une série d'échelons intermédiaires reliant les extrêmes par des degrés plus nombreux qu'espacés... »

Une question sociale d'importance primordiale est donc intimement liée à la question de la concentration des entreprises, et si nous démontrons la vitalité des petites entreprises, nous aurons par cela même affirmé le maintien de cet échelon intermédiaire, en quelque sorte sanitaire, qu'est dans l'échelle sociale le petit producteur réunissant dans ses mains le travail et l'embryon du capital.

L'importance de la question étant fixée, abordons la démonstration ou la réfutation de l'axiome Marxiste de la concentration ayant pour corollaire la prolétarianisation croissante. Pour cela, il nous faut considérer, contrôler les effets de cette prophétie, principalement dans les trois sources de l'économie nationale, l'agriculture, le commerce et l'industrie. Pour chacune d'elle, nous nous poserons les mêmes questions : la grande culture, le grand commerce, la grande industrie se développent-ils

aux dépens de la petite et moyenne industrie et du petit et moyen commerce et asservissent-ils à leurs immenses rouages tous les tenanciers lilliputiens de l'agriculture, du commerce et de l'industrie?

Possédant les précieux éléments fournis par le recensement du 4 mars 1906, il nous est possible, grâce aux tableaux et résumés comparatifs avec l'année 1901, de voir, de constater s'il existe vraiment un mouvement de concentration des entreprises dans cette période de cinq années.

Suivant l'ordre adopté par le service de la statistique, nous étudierons successivement la situation de la population active dans chacune des sections professionnelles, soit :

Pêche;

Forêts et Agriculture;

Industries extractives;

Industries de transformations;

Manutention et transport;

Commerce, spectacle, banque;

Professions libérales;

Soins personnels, domestiques;

Services publics.

TABEAU 1. — POPULATION ACTIVE SUIVANT LES SITUATIONS
ET SECTIONS PROFESSIONNELLES

— Année 1906 —

INDUSTRIES ou PROFESSIONS	Population active	PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS			Employés ouvriers sans emploi	Isolés
		Chefs	Employés	Ouvriers		
Pêche	78 030	46.755	353	27.393	909	32.590
Forêts et agriculture	8.777 053	4 777.881	5.677	2.658.153	44.751	4.323.591
Industries extractives. . . .	281.027	8.122	8.212	256.519	4.957	6.217
Industries de transformation .	5.979.216	804.468	211.286	3.180.944	427.301	4 655 209
Manutention et transport. . .	887.337	34.099	464 300	265.667	37.027	389.334
Commerce, spectacles, banque.	2 002.681	574.670	567.234	269.482	36.935	554.310

POPULATION ACTIVE SUIVANT LES SITUATIONS ET SECTIONS
PROFESSIONNELLES

— Année 1904 —

INDUSTRIES ou PROFESSIONS	Population active	PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS			Employés ouvriers sans emploi	Isolés
		Chefs	Employés	Ouvriers		
Pêche	67.772	13.867	279	29.540	870	23.111
Forêts et agriculture	8.176.569	3.455.407	6.854	2.881.791	47.477	1.780.960
Industrie extractive	266.351	7.411	9.375	240.806	1.786	6.968
Industrie de transformation . .	5.819.855	779.263	494.366	3.084.458	153.657	1.586.080
Manutention et transport . . .	830.643	26.480	212.431	217.416	43.055	320.417
Commerce, spectacles, banque .	1.822.620	514.938	560.077	180.417	33.513	525.986

ANNEXE 2 ET 3.

ANNÉE

INDUSTRIES ou PROFESSIONS	ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS SUIVANT						
	Ensemble	Aucun salarie	1	2	3	4	5
Pêche.	13 450	2 082	6 633	2 502	982	487	218
Forêts et agriculture.	2 547 658	1 223 279	708 872	320 023	144 769	70 643	34 571
Industries extractives	7 576	310	2 106	1 214	682	486	284
Industries de transformation.	635 617	63 203	306 243	124 034	51 824	28 984	16 176
Manutention et transport.	24 498	3 499	9 317	4 394	2 083	1 342	822
Commerce, spectacles, banque.	375 721	113 251	147 032	53 258	22 891	11 940	6 956
ANNÉE							
Pêche.	11 762	1 456	5 707	2 052	904	509	264
Forêts et agriculture	2 086 374	756 190	668 267	337 559	156 910	77 635	38 107
Industries extractives	7 500	388	1 985	1 211	711	456	241
Industries de transformation	658 819	65 525	307 616	120 306	49 587	27 199	15 081
Manutention et transport.	22 448	2 360	8 671	3 876	1 859	1 126	653
Commerce, spectacles, banque.	348 490	101 050	130 341	48 509	20 621	11 201	6 123

1906

LE NOMBRE DES EMPLOYÉS ET OUVRIERS

6	7	8	9	10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 200	201 à 500	501 à 1,000	1,001 à 2,000	2,001 à 5,000	Plus de 5 000	Non déclaré
132	75	66	30	39	103	58	27	12	3	»	»	»	»	1
16 950	8 949	5 360	3 194	2 378	6 566	1 785	174	25	2	»	»	»	»	113
320	185	215	134	162	684	400	173	74	66	25	20	15	10	11
12 159	6 971	6 638	3 857	5 197	18 416	12 360	4 341	2 408	1 363	360	111	31	2	939
385	276	226	156	211	764	400	168	48	19	8	3	4	1	432
4 113	2 693	2 234	1 498	1 483	5 282	2 208	481	175	72	13	6	6	1	128

1901

220	196	77	53	72	117	53	15	7	1	»	»	»	»	1
19 901	10 251	5 900	3 512	2 704	7 032	1 927	203	22	1	»	»	»	»	59
266	171	169	109	134	674	476	145	91	57	23	22	15	9	47
10 565	6 382	5 837	3 478	4 650	18 908	12 093	4 216	2 203	1 240	291	107	23	2	3 510
463	294	237	172	211	727	437	164	65	27	9	6	3	3	1 085
4 140	2 744	2 158	1 386	1 453	4 579	1 919	351	122	54	6	4	1	1	1 724

CHAPITRE PREMIER

PÊCHE.

Au premier abord, il semble que la population active employée à la pêche ait augmenté d'environ dix mille, de 1901 à 1906. L'augmentation tient en partie à ce qu'un certain nombre d'individus qui, en 1901, s'étaient déclarés marins, sans autre indication et avaient été par suite, rattachés à la navigation maritime, ont été classés en 1906, dans la pêche maritime.

En examinant le tableau I, on remarque sous la rubrique, personnelle des établissements, que le nombre des chefs a augmenté de près de 3.000 et celui des ouvriers a baissé de 2.000 environ, relativement à l'année 1901 ; les travailleurs isolés ont augmenté de près de 10.000. Admettons un instant que ce dernier chiffre s'explique par la même raison que celle indiquée plus haut pour l'augmentation de la population active employée à la pêche,

il n'en reste pas moins des indices sérieux de non concentration dans cette section professionnelle dont les chefs augmentent et les ouvriers diminuent. Il est cependant nécessaire de constater que certains genres de pêches s'industrialisent et que des bateaux et engins très modernes suppléent bien souvent à la main-d'œuvre ordinaire et séculaire dans ses procédés de travail.

Il importe, pour une étude sérieuse de ne pas s'arrêter à cette unique déduction car le nombre des chefs et des ouvriers resterait-il stationnaire qu'un mouvement de concentration pourrait se manifester au détriment d'établissements de pêche n'employant que quelques ouvriers. Par exemple, les établissements occupant deux ouvriers auraient pu doubler, donnant ainsi un chiffre de patrons, de chefs, de beaucoup supérieur à l'année comparée, alors que les établissements occupant de 50 à 100 ouvriers auraient augmenté dans de fortes proportions, au préjudice des établissements intermédiaires, ce qui tendrait à démontrer un mouvement de concentration.

Voyons ce que nous donnent les chiffres, tableau I, annexe 2 et 3 et résolvons la question : les grands établissements se sont-ils accrus en nombre et en puissance par la disparition des petits et moyens établissements ?

Les établissements occupant 1, 2, 3 ouvriers ont augmenté en 1906 dans de notables proportions, on compte environ 2.500 ouvriers de plus qu'en 1901.

Ceux occupant 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 à 20 ouvriers sont en décroissance, les grands employant de 50 à 100, de 100 à 200 et de 200 à 500 hommes, ont augmenté dans les proportions de 80 %, 75 %, 200 %. Mais, si à l'aide de l'annexe 3, on établit la proportion des ouvriers qu'ils occupent en 1906, par rapport à l'année 1901, on constate pour ces 3 catégories une augmentation de 2.100 ouvriers environ.

Il faut conclure de ces chiffres qu'il y a accroissement des petits établissements et des grands au préjudice des moyens, mais on ne peut affirmer que les grands établissements tendent à absorber leurs inférieurs, il est toute une catégorie qui se développe parallèlement à eux et qui maintient son avance car, sur 27.000 établissements de pêche, ceux occupant de 1 à 10 ouvriers représentent une proportion des 2/3.

Voilà donc une profession où le phénomène de concentration ne se manifeste pas avec la brutalité mathématique et inéluctable que veulent lui reconnaître les partisans du déterminisme matérialiste.

CHAPITRE II

FORÊTS ET AGRICULTURE.

Le problème de la petite propriété qui a donné lieu, dans l'antiquité, à des événements historiques mémorables, n'a guère été examiné chez nous, d'une façon très complète, qu'à la fin du dix-huitième siècle. A cette époque, sous l'influence de Rousseau et des physiocrates, on s'occupe beaucoup des paysans, des champs et de la terre nourricière, mais on n'aperçut pas l'intérêt cependant capital, d'étudier la petite propriété en comparaison avec la grande, la petite entreprise agricole en comparaison avec la grande. La discussion théorique qu'instituèrent Quesnay et Dupont de Nemours, ne porte que sur la force productive comparée de la grande et de la petite culture. La discussion demeura confuse pendant toute la première moitié du dix-neuvième siècle. Il fallut arriver au livre d'Hippolyte Passy sur les systèmes de culture

pour que quelque clarté fut projetée sur le débat.

C'est après l'intervention de cet éminent économiste que le Marxisme enveloppa la question agraire dans un ensemble impressionnant et complexe de données nouvelles. A vrai dire, Karl Marx n'avait fondé sa thèse que sur l'étude de la production industrielle; il n'avait consacré à l'agriculture ni une analyse ni un exposé d'ensemble, mais, de par sa théorie générale de la lutte de classes et de la concentration capitaliste, il n'en avait pas moins découvert sur le problème agraire des horizons jusqu'alors ignorés. Ainsi, le Marxisme affirme comme un axiome, comme un dogme de doctrine orthodoxe, la supériorité de la grande culture sur la petite et, de ce chef, il fait naître l'obligation de rechercher, en dehors du collectivisme, si cette supériorité est vraiment un axiome, un dogme; au Marxisme surtout se rattache la nécessité de vérifier s'il existe en agriculture une loi de concentration semblable à celle dont les effets se font sentir dans l'industrie, si le mode de production capitaliste, avec la dissociation du producteur et des moyens de production, envahit l'agriculture et qu'il s'industrialise et si ces différentes manifestations ont pour résultat immédiat, ou tout au moins fatal, inévitable, l'écrasement du faible au profit du fort, qui asservit sans cesse à la grande production, des légions de travailleurs indépendants, prolétarisés par l'impossibilité de la lutte.

Ces considérations mêlent étroitement le point

de vue économique et social; par la démonstration de l'un, nous éclairerons l'autre.

Le document le plus récent sur cette question si intéressante, est le discours prononcé par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, le 14 mars 1909, au Musée social, sous les auspices de la Fédération nationale de la Mutualité française. Ce document précieux acquiert une réelle valeur démonstrative, si on lui apporte l'appoint des résultats statistiques du recensement général de la population, en 1906.

A la Chambre, dans la discussion de 1893, dans le grand débat de 1897 sur la crise agricole, on a surtout l'impression d'assister au duel passionnant de deux politiques. La magnificence des discours prononcés peut faire seule oublier que la documentation officielle sur laquelle s'appuient les orateurs est vieillie ou incomplète. Il faut en arriver aux travaux de MM. Souchon, Kaustky, Flour de Saint-Genis, Augé-Laribé, Bourguin et Vandervelde, travaux publiés dans la période de 1899 à 1908, pour trouver enfin le problème définitivement posé. Ce sont ces ouvrages qui ont démontré de la façon la plus évidente, que la question de la petite propriété rurale intéresse à la fois l'ordre économique et l'ordre social, et qu'il ne suffit pas de la traiter à l'un ou à l'autre de ces points de vue. Il est nécessaire de l'envisager avec précision et sous son angle le plus large. Il ne faut pas, en assimilant sans réserve la petite culture à la petite propriété rurale, s'en tenir uniquement pour étudier la petite

propriété rurale, à un examen de la petite culture; il ne faut pas dire : la petite propriété est, en règle absolue, celle qui va de 1 à 10 hectares, ou celle qui emploie un ouvrier, la moyenne, celle qui en emploie de 2 à 5 ou qui est comprise entre 10 et 40 hectares, la grande, celle qui dépasse en superficie ce dernier chiffre. De pareilles confusions, de semblables inexactitudes seraient aujourd'hui impardonnables. On ne peut plus ignorer que si une étude sur la petite culture constitue un facteur essentiel pour le problème de la petite propriété rurale, c'est à part qu'il faut entreprendre cette étude en tant qu'élément primordial de la question non pas en tant que donnée constituant à elle seule, toute la question. Le critérium de la superficie est trompeur, d'autres éléments de la plus haute importance, doivent entrer en ligne de compte. La nature des cultures, la valeur vénale de la terre, l'importance de l'outillage, le mode de faire valoir, direct ou indirect, la condition d'indépendance plus ou moins grande, dans laquelle se trouve le propriétaire, voilà autant de renseignements que l'on doit prendre en considération si l'on veut étudier le problème avec des garanties de précision, d'exactitude, et dans toute son ampleur économique et sociale.

L'étude de tous ces points de vue, de tous ces angles d'aspect, nous entraînerait dans des développements hors de proportion avec le but modeste que nous nous sommes assigné, à savoir

les conclusions que l'on peut tirer au point de vue de la concentration des entreprises des éléments du recensement de 1906. Certes, nous n'avons pas la prétention d'ériger en critérium absolu de concentration ou de non concentration l'indication fournie par le dénombrement des individus employés dans tel mode d'activité donnée et occupés dans des établissements à personnel plus ou moins important. Mais nous pourrions cependant, par de timides incursions sur les travaux d'hommes autorisés, établir des comparaisons et conclure avec le degré de certitude que permet l'observation humaine et la science perfectible des statistiques.

Trois sortes de questions peuvent se poser : la grande culture est-elle chez nous supérieure à la petite?

Existe-t-il en notre pays un mouvement de concentration de la propriété rurale et de l'entreprise agricole? C'est cette seconde question qui nous occupe surtout, bien qu'elle soit intimement liée aux deux autres.

Peut-on dire qu'en agriculture, se découvrent actuellement en France, ne serait-ce que sous une forme détournée, les modes de la production capitaliste?

Des diverses réponses découle l'infirmité ou la constatation de l'axiome : la grande propriété absorbe la petite, de moins en moins florissante.

Cette pluralité de questions s'explique, non seulement par le besoin de réfuter le Marxisme sur le

point qui nous occupe, mais aussi de réfuter en même temps les nouveaux enseignements collectivistes sur cette matière et l'extension donnée à la parabole du maître.

Le temps n'est plus, où l'école collectiviste se contentait d'affirmer, non point, d'ailleurs, sans quelques restrictions : « Le grand domaine absorbe le petit, la petite propriété rurale est entrée en agonie. » Aujourd'hui, ce n'est plus autant le développement du grand domaine que s'attachent à prouver les Kaustky et les Vandervelde, que la modification des exploitations agricoles. La notion de l'exploitation relègue celle du domaine à un point de vue secondaire, elle passe au premier plan et cela parce que la supériorité productive de la grande exploitation, ou, si l'on préfère, de la grande culture est, pour les vrais disciples de Marx, un principe intangible ; que ce principe posé, il leur est possible de conclure que l'agriculture moderne, industrialisée et commercialisée, peut se laisser encercler dans les replis de la production capitaliste et qu'ainsi l'on peut admettre que les grandes exploitations, tôt ou tard, étoufferont les petites. Mais cette façon d'étudier une question éminemment complexe sous un seul angle, est dénoncée à juste titre, par des auteurs considérables tels que : MM. Souchon, Charles Gide, les réalistes MM. Cauwès et Bourguin. Ce dernier se souvenant sans doute, des justes distinctions opérées par Passy se refuse à étudier la question in abstracto.

« L'exploitant, dit-il, n'a pas toujours le libre choix de sa culture; la nature du sol et du sous-sol, le climat, la distribution des eaux, la distance des marchés, l'état des prix, bien d'autres conditions physiques ou économiques, déterminent généralement le genre de culture qui doit être adopté dans une exploitation et, par là même l'étendue que comporte l'entreprise.

« Mais les cultures les plus importantes, celles des céréales, de la betterave à sucre et à alcool, des plantes, de la vigne, des herbages pour l'élevage et la production du lait, se prêtent indifféremment à la grande et à la petite entreprise, à moins de circonstances particulières tenant à la nature du sol et l'origine des eaux. C'est alors, — ajoute M. Bourguin, — que l'on peut discuter des mérites respectifs de la grande et de la petite culture » et, tout aussitôt, pour mettre en pratique son système, il étudie les petites et les grandes exploitations séparément dans les régions riches et les régions pauvres, et à un double point de vue celui de la production et du commerce.

Demandons aux faits de nous éclairer.

La statistique du recensement de 1906 suggère les réflexions suivantes à la lecture du tableau I; quant au mode de distribution de la population active suivant les situations et sections professionnelles. En regard de la section forêts et agriculture, on remarque que la population active totale, semble avoir passé de 8.176.569 en 1901 à 8.777.053 en 1906,

soit une augmentation de plus de 600.000 personnes. Cette plus value n'est qu'apparente, elle tient uniquement, en effet, à ce que par suite d'un relevé beaucoup plus complet des petits établissements de famille, c'est-à-dire des établissements sans aucun salarié et formés le plus souvent par l'association du mari et de la femme, on a été conduit à compter en 1906, comme patronnes des exploitations agricoles, un grand nombre de femmes d'agriculteurs qui, 5 ans avant, avaient été considérées comme n'exerçant aucune profession. De ce fait, le nombre des femmes rattachées aux professions agricoles a augmenté de 667.000. On constate également que le nombre des ouvriers isolés est passé de 1 million 780.960 en 1901 à 1.323.591 en 1906 ; soit plus de 450.000 en moins ; que le nombre des ouvriers travaillant dans des établissements est tombé de 2.888.791 en 1901 à 2.658.153 en 1906, soit une diminution de 230.000. Ces différentes remarques vont nous donner la clé de l'énigme, pourquoi dans le personnel des établissements il y a en 1906, 4.777.881 chefs contre 3.455.407 en 1901, soit en plus 1.300.000 individus ? Cette fluctuation énorme, dont on serait tenté de tirer une conclusion à priori, vient du classement des femmes de cultivateurs comme chefs d'établissement et d'une meilleure appréciation de la situation des travailleurs isolés.

Dans la culture, les travailleurs isolés sont généralement de petits propriétaires ou de petits fer-

miers et c'est peut-être dans la seule section professionnelle, forêts et agriculture où le recenseur peut se permettre l'arbitraire d'une classification de ces travailleurs isolés en se rapprochant vraisemblablement de la vérité tandis que dans les autres industries, l'inconnu prédomine.

Cette classification de la population active en chefs, employés, ouvriers, en sans emploi, et en travailleurs isolés n'est qu'une infime donnée pour résoudre l'angoissant problème de la concentration des entreprises agricoles. Il nous faut recourir à un critérium plus certain. La statistique des établissements suivant le nombre des employés en 1901 et en 1906 nous permettra de formuler une appréciation d'ensemble plus vraisemblable.

En 1901, 2.086.374 établissements.

En 1906, 2.547.653 établissements.

Cette augmentation ne doit point nous leurrer et s'explique partiellement par les mêmes raisons que la classification des femmes et des travailleurs isolés.

Au premier pas, une remarque importante se fait, les établissements sans salariés ont augmenté dans de notables proportions et passent de 756.490 en 1901 à 1.223.279 en 1906 soit 475.000 en plus.

Ceux occupant un ouvrier ont augmenté de 40.000. À côté de cette constatation une autre qui sera déterminante, tous les établissements occupant 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 à 20; 21 à 50, 51

à 100, 101 à 200 ouvriers ont diminué depuis 1901, un seul établissement agricole employant entre 200 et 500 ouvriers existe en plus en 1906. Est-ce là de la concentration au profit de la grande entreprise !

On peut résumer toutes ces données dans un tableau :

AGRICULTURE

ETABLISSEMENTS OCCUPANT	1906	1901	1896
de 1 à 5 salariés.	1.278.878	1.278.478	1.410.232
de 6 à 50 —	45.182	51.227	64.490
de 51 à 500 —	201	221	233

Un autre tableau donnant le nombre d'établissements pour 10.000 établissements pour chaque catégorie, synthétisera d'une façon plus frappante toutes ces constatations.

ETABLISSEMENTS OCCUPANT	1906	1901	1896
de 1 à 5 salariés.	9.658	9.614	9.561
de 6 à 50 —	341	384	437
de 51 à 500 —	1	2	2
Totaux	10.000	10.000	10.000

L'éloquence des chiffres se passe de commentaires. En dix ans, de 1896 à 1906, pas de mouvement de

concentration, on n'aperçoit pas le gros brochet, selon l'image de Mirabeau, dépeuplant les étangs, les petits établissements.

Seuls, on peut dire, les tout petits ont augmenté, c'est-à-dire les établissements sans salariés et les établissements d'un salarié, tous les autres sont en décroissance.

Apportons, pour étayer avec plus de vigueur notre conclusion de non concentration, aux données de la statistique de 1906, le précieux appoint des résultats de l'enquête monographique du Ministère de l'Agriculture et nous verrons que la grande entreprise n'a pas étouffé la petite, que celle-ci, non seulement résiste, mais grandit et qu'elle affirme sa supériorité, tant au point de vue des résultats économiques, qu'au point de vue des moyens de production.

Il faut dire immédiatement que, de l'examen des monographies, il ressort, dans l'ensemble, que la petite culture est proportionnellement supérieure à la grande, sur le territoire agricole de la France. Dans 28 départements, la petite culture comparée à la grande lui est supérieure, non seulement au point de vue des résultats économiques mais encore au point de vue des moyens de production. Ces départements sont l'Ain, l'Allier, les Basses-Alpes, les Hautes-Alpes, l'Ardèche, la Charente-Inférieure, la Corrèze, la Drôme, la Haute-Garonne, la Gironde, les Landes, le Loir-et-Cher, la Loire, le Lot, le Lot-et-Garonne, la Lozère, le Maine-et-

Loire, les Hautes-Pyrénées, le Haut-Rhin, le Rhône, la Savoie, la Haute-Savoie, la Seine, le Tarn-et-Garonne, le Var, la Vaucluse et la Haute-Vienne. Dans cette énumération, deux départements, la Seine et la Vaucluse, méritent d'être mis à part à cause de leurs cultures fruitières et maraîchères. Pour tous les autres, la comparaison est valable et porte son plein effet. Pour l'Allier, par exemple, il est certain que ce département de grande propriété ou la grande propriété diminue est aussi un département où la grande exploitation est nettement inférieure à la petite. A l'hectare, la mise de fonds du petit exploitant est proportionnellement plus élevée et le cheptel entretenu plus important.

La main-d'œuvre plus abondante et beaucoup plus soigneuse compense largement l'infériorité d'outillage agricole. Les petits exploitants ont su tirer parti des progrès de l'élevage et des méthodes nouvelles de culture, de la vulgarisation des engrais chimiques et des semences sélectionnées.

En Haute-Garonne, les petits exploitants, dans une première région, ont résisté à la crise vinicole; tandis que ceux d'entre les grands exploitants qui n'étaient ni rentiers, ni négociants, ni fonctionnaires, pour avoir des ressources autres que les revenus agricoles, se décourageaient, hypothéquaient et laissaient vendre.

Dans une seconde région, les petits cultivateurs, bien qu'assez réfractaires au progrès, arrivent avec

leurs animaux de croît, leurs porcs et leurs volailles à réaliser des économies, tandis que le grand exploitant, mal servi par des maîtres valets ou, bien fermier ou métayer peu travailleur et peu solvable, ne tire de la terre que de très maigres revenus. Enfin dans une troisième, quatrième et cinquième région les petits exploitants se sont, autant que les grands, intéressés à l'emploi des engrais chimiques sélectionnées, au croisement et à la sélection des races de bétail. Partout, ils ont fait des progrès extraordinaires au point de vue de l'outillage agricole.

Dans la Gironde où l'outillage agricole est peu perfectionné, tous les efforts se sont portés jusqu'ici sur la vigne. Dans l'ensemble, actuellement, et depuis la crise viticole, la petite exploitation est supérieure à la grande parce que le petit exploitant cultive mieux et surveille mieux. Dans le Loir et Cher, malgré l'infériorité d'outillage, la petite exploitation dans l'ensemble du département dispose de moyens de production plus avantageux. En Sologne, en effet, le petit exploitant qui apporte tous ses soins à la culture des plantes et à l'entretien des animaux, évite les pertes et le gaspillage. Il peut et il sait se procurer à bon compte les matières premières de qualités contrôlées, des semences analysées, des animaux qu'il prenait autrefois au cheptel. Depuis l'extension de la compétence des juges de paix, il se défend mieux contre les dégâts du gibier. En Beauce, le petit exploitant, est comme

en Sologne très bien placé, pour produire beaucoup et à bon compte; de même dans le Perche, là, s'il est « bordier », il possède dans la production du bétail une source extraordinaire de bénéfices. Partout, dans le département, il a la supériorité de main-d'œuvre, partout, il en arrive à fournir un produit brut et un produit net plus élevés que ceux du grand exploitant.

Dans le Lot et Garonne, dans les trois régions agricoles du département, la petite exploitation compense l'infériorité d'outillage par la supériorité de main-d'œuvre. Dans la deuxième région, la petite exploitation donne au sol des fumures plus abondantes; dans la troisième région, elle utilise moins d'engrais de commerce, mais elle dispose d'une plus grande quantité de fumier de ferme. Partout, les travaux de culture sont exécutés avec plus de soin par le petit exploitant.

Partout, les rendements de la petite exploitation sont supérieurs et les bénéfices sont à l'hectare plus élevés; les grands propriétaires se sont si bien rendu compte de ce fait que certains ont divisé leur domaine en autant de petites métairies pouvant être cultivées par le métayer et sa famille sans aide de main-d'œuvre étrangère.

En Maine-et-Loire, la petite exploitation est dans une meilleure situation que la grande, dans la région des vallées et dans celles des vignobles. Les soins incessants nécessités par la vigne, les traitements répétés qu'il faut lui faire subir exigent une

main-d'œuvre toujours prête que, seul, le petit exploitant peut procurer. Le petit vigneron a peut-être été moins éprouvé que le grand par les fléaux du mildiou et de la cochyliis. Dans la région des céréales et de l'élevage, la petite exploitation n'est pas inférieure à la grande. Assurément, elle manque d'outillage agricole, mais elle ne subit pas de difficultés de main-d'œuvre et elle ne supporte pas le contre-coup des prix élevés exigés par le personnel des grandes fermes.

Dans le Rhône, la petite exploitation a son outillage agricole au complet; elle dispose de tous les capitaux de roulements nécessaires, elle utilise couramment les engrais chimiques. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'elle arrive à obtenir proportionnellement de bien meilleurs résultats que la grande exploitation rendue d'année en année plus difficile par la rareté de la main-d'œuvre. La situation matérielle des petits exploitants est très prospère dans tout le département, sauf dans la zone viticole.

Il y a cinq départements, qui sont : les Ardennes, l'Ariège, la Loire-Inférieure, la Nièvre et Seine-et-Marne, dans lesquels la petite exploitation est supérieure à la grande au point de vue des résultats économiques obtenus et lui est égale au point de vue des moyens de production considérés dans leur ensemble : outillage, main-d'œuvre, capitaux de roulement, engrais, etc...

Il faut, seulement, en Seine-et-Marne, excepter

l'arrondissement de Melun, dans lequel la petite exploitation se trouve en état d'infériorité.

On compte dix départements dans lesquels la petite exploitation, tout en étant inférieure à la grande au point de vue des moyens de production, lui est supérieure en ce qui concerne les résultats économiques obtenus : Ce sont : la Charente, la Creuse, la Dordogne, le Finistère, l'Indre, le Loiret, la Manche, le Nord, le Tarn et les Vosges. Dans le Nord, où le grand exploitant a des frais extraordinaires de main-d'œuvre, c'est surtout, dans la zone industrielle que le petit cultivateur qui fait son travail lui-même obtient les meilleures résultats parce qu'on produit beaucoup de lait et qu'on ne trouve pas de vachers. Dans sept départements : l'Aisne, l'Aube, l'Aveyron, l'Isère, le Jura, la Haute-Marne, les Deux-Sèvres, la petite culture est sensiblement égale à la grande au double point de vue des moyens de production et des résultats économiques.

L'Aisne est un département à noter car la petite exploitation s'y maintient, même dans la grande région de culture industrielle. S'il est vrai que là, le petit exploitant a vis-à-vis du grand, l'infériorité d'être trop souvent lié au fabricant de sucre qui lui fournit des avances, il possède, en revanche, la supériorité de produire lui-même, d'exploiter plus judicieusement, de surveiller plus étroitement. D'autre part, il a adopté les méthodes de la grande culture, il use des engrais chimiques et les cons-

tructeurs mettent à sa disposition des instruments agricoles bien appropriés à l'importance de l'exploitation.

On peut considérer à part, dans une situation intermédiaire; quatre départements : l'Hérault, l'Oise, l'Orne, et le Pas-de-Calais.

Dans l'Hérault, les moyens de production du petit exploitant sont inférieurs; les résultats qu'il obtient sont sensiblement égaux ou inférieurs. Dans l'Oise, les moyens de production du petit exploitant sont inférieurs, les résultats qu'il obtient égaux ou supérieurs.

Dans l'Orne, la petite culture est aux deux points de vue inférieure ou égale à la grande.

Dans le Pas-de-Calais, les moyens de production de la petite culture sont inférieurs; les résultats obtenus sont inférieurs ou égaux.

On compte quinze départements; dans lesquels les appréciations varient d'après les régions envisagées : les Alpes-Maritimes (régions des pâturages et régions du littoral), l'Aude (région viticole et région agricole), les Bouches-du-Rhône, le Cantal, le Gard, l'Indre-et-Loire, la Marne, le Morbihan, le Puy-de-Dôme, les Pyrénées-Orientales, la Saône-et-Loire, la Seine-et-Oise, la Somme, la Vienne et l'Yonne.

Enfin, quinze départements, accusent l'infériorité de la petite culture au double point de vue des moyens de production et des résultats obtenus. Ce sont : le Calvados, le Cher, la Côte-d'Or, les Côtes-

du-Nord, le Doubs, l'Eure, l'Eure-et-Loir; l'Ille-et-Vilaine, la Haute-Loire, la Meurthe-et-Moselle, la Meuse, les Basses-Pyrénées, la Haute-Saône, la Sarthe et la Seine-Inférieure.

Il faut faire une place tout à fait spéciale à trois départements : la Corse, le Gers, et la Mayenne.

En Corse, grande et petite exploitation ne sauraient être comparées car elles sont toutes deux dans la même situation misérable. Dans le Gers et la Mayenne il n'y a pas de grandes exploitations, il n'y en a que de petites et de moyennes. Les petites sont égales aux moyennes dans le Gers; les moyennes sont supérieures aux petites dans la Mayenne.

Il importe de remarquer que c'est la moyenne culture qui domine la situation dans le Calvados, l'Ille-et-Vilaine, la Haute-Loire, les Basses-Pyrénées, la Haute-Saône et la Seine-Inférieure, c'est-à-dire dans 6 sur 15 des départements où la grande culture est supérieure à la petite.

Les autres départements dans lesquels la moyenne culture est nettement supérieure aux deux autres sont: l'Aveyron, l'Hérault, l'Indre-et-Loire, le Jura, la Marne, la Haute-Marne, l'Oise, l'Orne et les Vosges.

En résumé donc, si on la compare proportionnellement à la grande culture, la petite culture en France, se trouve actuellement en état de supériorité marquée vis-à-vis d'elle. Les renseignements obtenus prouvent qu'elle ne souffre pas de cette

pénurie et de cette cherté de la main-d'œuvre dont pâtit de tous les côtés la grande culture, et ils établissent qu'elle a fait mieux de se défendre par l'emploi de l'outillage, des engrais, par l'association, par l'amour du travail. Il n'y a qu'un département dans lequel la grande exploitation paraît tendre à étouffer la petite, c'est le département du Cher; dans les 14 autres départements où la petite culture est inférieure, nulle part la petite exploitation n'est absorbée par la grande. Elle résiste partout, et même dans 6 départements, c'est la grande culture qui baisse pavillon devant la moyenne. M. Chevallier avait constaté, en 1900, également par une enquête monographique, pour son rapport à l'exposition universelle, que l'esprit des paysans s'était ouvert au progrès. On peut rappeler à cet effet le passage d'Adam Smith : « Un petit propriétaire qui connaît tous les coins de son petit territoire, qui les surveille tous avec cette attention soigneuse qu'inspire la propriété et surtout une petite propriété, et qui, pour cette raison, se plaît non seulement à la cultiver, mais même à l'embellir est en général de tous ceux qui font valoir celui qui apporte le plus d'industrie et d'intelligence et aussi celui qui réussit le mieux ».

Michelet dit avec plus de poésie : « Si la terre de France rapporte, c'est qu'elle est aimée ».

On peut donc affirmer, et ce sont les faits qui le démontrent, qu'il n'existe pas de mouvement de concentration de la propriété rurale en France.

Cette affirmation prend sa source dans les données de 3 recensements successifs, 1896, 1901, 1906, et dans la constatation que la petite culture n'est pas inférieure à la grande. Il est certain, en effet, que le fait de reconnaître à la grande culture une supériorité réelle et constante sur la petite aurait été d'un heureux augure pour la constatation de l'essor des grands domaines. Sans être nécessairement liées l'une à l'autre, la question de la grande culture et celle du grand domaine se côtoient et se pénètrent. La force productive supérieure de la grande culture aurait influé sur le développement du grand domaine.

Une enquête de juillet 1908, faite par le ministère des Finances, évalue à 5.505.464 le nombre total des exploitants agricoles, qui se répartissent ainsi, d'après la superficie exploitée :

Très petite propriété moins de 1 hect.	2.087.851
Petite propriété de 1 à 10 hectares.	2.523.713
Moyenne propriété de 10 à 40 hectares.	745.862
Grande propriété de 40 à 100 hectares.	118.497
Très grande propriété de 100 hectares et au-dessus.	29.541

Les chiffres correspondants de 1892 sont (1) :

Très petite propriété.	2.235.405
Petite propriété.	2.617.557

(1) Les conclusions qui sont celles du document officiel (discours de M. Ruau) semblent erronées; les chiffres dits de 1892 doivent être ceux de 1908 et réciproquement.

Moyenne propriété.	711.118
Grande propriété	105.391
Très grande propriété.	32.280

Cette comparaison semble indiquer que la petite propriété a augmenté sensiblement de 93.845 exploitations, tant au détriment de la très petite propriété qu'à celui de la moyenne et de la grande, et que la très grande propriété a augmenté légèrement de 2.739 exploitations, au détriment de la grande et peut-être un peu, très peu au préjudice de la moyenne. Le développement de la très petite propriété signalée de 1882 à 1892, se serait arrêté pour céder la place à celui de la petite propriété, l'augmentation peu sensible de la très grande propriété aurait continué, mais, cette fois, il apparaît nettement que ce mouvement ne touche en rien à la petite propriété.

Les statistiques les plus sérieuses tendent donc à prouver qu'il n'existe aucun mouvement d'absorption de la petite propriété rurale, et qu'il n'est pas exact de dire, en employant la vieille formule du marquis de Mirabeau : « De même que les gros brochets dépeuplent les étangs, les grands propriétaires étouffent les petits ».

L'ensemble des réponses monographiques confirme les résultats des statistiques et donne raison à cette forte pensée de Benjamin Constant :

« La division de la propriété est la base de la nouvelle organisation française. La grande propriété est à peu près le dernier anneau de la chaîne

dont chaque siècle détache et brise l'un des anneaux. Résister à cette révolution serait inutile, s'en affliger serait insensé ».

Sur 87 départements, il n'en est que deux dans lesquels on peut signaler depuis 20 ans un mouvement de concentration de la propriété : ce sont l'Eure et la Seine-et-Marne.

Le nombre des petits propriétaires a augmenté depuis 20 ans, et la surface totale de la petite propriété s'est notablement développée dans 36 départements.

On ne peut donc plus en douter. La prétendue concentration de la propriété rurale n'existe plus que comme un laïssé pour compte de la doctrine socialiste. A partir de 1850 et jusqu'à ces dernières années, ce devint, comme l'a dit Vandervelde, un lieu commun de la littérature socialiste que « d'annoncer la disparition plus ou moins prochaine, mais inévitable, de la petite culture et de la petite propriété ».

La statistique agricole de 1882, où chacun puisa des chiffres pour les interpréter à sa manière, contribua à alimenter cette littérature. Mais, devant les renseignements qui étaient arrivés et arrivaient de toutes parts, d'année en année, pour s'inscrire en faux contre la concentration proclamée, les manifestations à ce sujet devinrent plus prudentes et plus restrictives.

Au congrès de Reims (octobre 1881), au congrès de Roanne (septembre 1882), au congrès de Rou-

baix (avril 1884), les Guesdistes formulèrent des réserves au sujet de cette même propriété rurale qu'ils avaient condamnée en bloc avec toute propriété individuelle au congrès du Havre de 1880. Mais les Allemanistes, ainsi qu'en témoignent les débats des congrès de Rennes et de Saint-Quentin, ne voulurent pas se laisser impressionner, et il y eut encore dans le socialisme, de beaux jours pour les partisans de la concentration par les grands domaines.

INDUSTRIES EXTRACTIVES :

1^o Population active suivant les situations.

ANNÉES	POPULATION ACTIVE	PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS			Employés ouvriers sans emploi	Isolés
		Chefs	Employés	Ouvriers		
1901	266.351	7.441	9.375	240.806	1.786	6.968
1906	281.027	8.122	8.212	266.519	4.957	6.217

2^o Etablissements classés suivant le nombre des employés et ouvriers.

Années	Ensemble	Aucun salarié	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11 à 20	12 à 50	51 à 100	101 à 200	201 à 500	501 à 1.000	1.001 à 2.000	2.001 à 5.000	Plus de 5.000
1901	7 500	388	1 985	1 211	711	456	341	266	171	169	109	134	674	476	145 91	101 à 200	201 à 500	501 à 1.000	1.001 à 2.000	2.001 à 5.000	9
1906	7 576	310	2 106	1 214	682	486	284	320	185	215	134	162	684	400	173 74	101 à 200	201 à 500	501 à 1.000	1.001 à 2.000	2.001 à 5.000	10

CHAPITRE III

INDUSTRIES EXTRACTIVES

En ce qui concerne les industries extractives, le recensement de 1906 nous donne d'une part la population active suivant les situations, c'est-à-dire selon la qualité de chacun : chef, employé, ouvrier, employés et ouvriers sans emploi et isolés.

Comparativement à 1901, 1906 nous donne une population active totale de 201.027 individus, soit une augmentation de plus de 15.000, chiffre qui n'a rien d'étonnant à raison du développement intense des mines de charbon. C'est presque uniquement en faveur du Pas-de-Calais que s'est produite cette fluctuation ; de 62.400 en 1901, le nombre des mineurs passe à 76.600, soit une augmentation de plus de 14.000, de 7.411 chefs en 1901, on constate 8.422 en 1906 ; le nombre des employés, résultat bizarre, a diminué de 1.000 ; à quoi attribuer ce changement ? sans doute au perfectionnement

continu de la statistique et aussi aux dénominations souvent erronées des recensés se qualifiant tantôt d'ouvriers, tantôt d'employés.

Toute la différence porte sur le nombre des ouvriers, en augmentation de 15.000. La subdivision des employés et ouvriers sans emploi n'accuse guère de changement (celle des isolés, est en diminution de 700).

Le tableau des établissements, classés suivant le nombre des employés et ouvriers, va nous donner les éléments nécessaires pour apprécier si, dans les industries extractives, il existe un mouvement de concentration.

D'abord, de 1901 à 1906, il y a une augmentation de 76 établissements. Sur quelles catégories porte cette fluctuation ? Les établissements occupant 1, 2, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11 à 20, 21 à 50, 51 à 100, de 101 à 500, 501 à 1.000, sont plus nombreux qu'en 1901.

Ceux employant 3, 5, 21 à 50, 101 à 200, 1001 à 2.000 sont en diminution.

Les établissements de 2.001 à 5.000 ouvriers sont stationnaires. Il y a un établissement en plus parmi ceux occupant plus de 5.000 ouvriers. Il faut avouer que ces chiffres sont déroutants, et n'accusent pas de prime abord un mouvement bien net. On ne distingue pas une augmentation soutenue des grands établissements au préjudice des petits et des moyens. Ces derniers résistent et ne s'effritent point devant la puissance absorbante des gros. Ils ont pris au contingent des 15.000 nouveaux

venus à l'industrie extractive la part qu'il convenait à leurs faibles moyens. Certes, il est incontestable que les grands établissements occupent la majeure partie des ouvriers et que, par suite, leur production est énorme, mais ce n'est point pour faire cette constatation que nous ayons entrepris cette étude. Nous cherchons vainement dans ces industries le processus scientifique du Marxisme, ce déterminisme matérialiste, cette marche à l'abîme, cet enrôlement continu dans la grande armée du travail au préjudice de la petite industrie, qui s'anémie dans l'impossibilité de résister à cette attraction, à une sorte d'inéluctable loi de Newton.

Nous devons constater que petits, moyens et grands établissements ont suivi une marche ascendante, chacun dans la mesure de ses moyens et de ses facultés productives. — Les industries extractives ne déterminent pas encore le mouvement de concentration.

INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

1° Population active suivant les situations.

ANNÉES	POPULATION ACTIVE	PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS			Employés ouvriers sans emploi	Isolés
		Chéfs	Employés	Ouvriers		
1901	5.819.855	779.263	494.366	3.084.158	453.657	1.586.080
1906	5.979.216	804.468	214.286	3.180.944	427.309	1.655.209

2° Etablissements classés suivant le nombre des employés et ouvriers.

Années	Ensemble	Aucun salarié	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 200	201 à 500	501 à 1.000	1.001 à 2.000	2.001 à 5.000	Plus de 5.000
1901	658.819	65.525	307.616	120.306	49.587	87.199	15.081	10.565	6.382	5.837	3.478	4.659	18.908	12.093	4.218	2.203	1.240	291	107	23	6
1906	665.617	63.203	306.243	124.034	51.824	28.984	16.176	12.159	6.971	6.638	3.857	5.197	18.416	12.360	4.341	2.408	1.363	360	111	31	2

CHAPITRE IV

INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

Près de six millions d'individus appartiennent à ce groupement le plus puissant de l'activité nationale. Les résultats statistiques de 1901 et de 1906, accusent pour le dernier recensement une augmentation de 160.000 membres dans la population active des industries de transformation.

Cette augmentation s'est fait sentir dans toutes les situations ; et il y a, en 1906, de plus qu'en 1901, 25.000 chefs, 17.000 employés, 96.000 ouvriers. Le groupe des travailleurs sans emploi a diminué de 26.000 individus, celui des travailleurs isolés est en avance sur 1901 de près de 70.000. Il y a donc moins de chômage. De ces résultats, il faut conclure que les 160.000 nouveaux venus aux industries de transformation ne sont pas allés nécessairement grossir le nombre des salariés, des prolétaires, pour employer l'expression « tintamarresque » des socialistes.

Le tableau des établissements classés suivant le nombre des employés et ouvriers va nous permettre d'autres constatations non moins intéressantes.

Il y a, en 1906, 7.000 établissements de plus qu'en 1901. Ceux occupant 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 21 à 50, 51 à 100, 101 à 200, 201 à 500, 501 à 1.000, 1.001 à 2.000, 2.001 à 5.000 ouvriers, sont en augmentation.

Ceux occupant 1, 11 à 20 sont en diminution.

Les établissements employant plus de 5.000 restent à leur chiffre de 2 en 1906, comme en 1901.

Un tel résultat nous permet d'affirmer que le nombre des établissements de toutes catégories petits, moyens et grands sont en augmentation constante. Certes, il apparaît incontestable qu'il y a une progression rapide dans les groupes occupant de 101 à 5.000 ouvriers. La grande usine triomphe dans la catégorie de 501 à 1.000 ouvriers, il y a 25 % d'augmentation de ces établissements de 1901 à 1906, de même dans celle occupant de 2.000 à 5.000 ouvriers; le pourcentage de progression est de près 50 % par rapport aux données du recensement antérieur.

Si ce développement se produisait au détriment des petits et moyens, l'on ne pourrait nier qu'il y a bien là un mouvement de concentration dans le sens socialiste, Marxiste du mot, à savoir : absorption du petit par le grand ; qu'on le veuille ou non l'éloquence des chiffres tend à détruire ce sophisme,

la petite et moyenne industrie non seulement se maintient, mais encore se développe dans la mesure de ses forces, elle prend au contingent des nouvelles recrues ce que sa capacité lui permet d'absorber. La progression est lente sans aucun doute, si on la compare aux bonds prodigieux des grands établissements, mais il est consolant de penser que la force de ceux-ci n'est point faite de la faiblesse de ceux-là.

Après avoir examiné ce groupe puissant des industries de transformation et avoir conclu à la non concentration selon les résultats généraux, nous devons nous demander si, parmi les différentes industries qui composent ce groupe, ce mouvement d'absorption n'existe pas.

Notre étude portera sur les recensements de 1896, 1901 et 1906, nous verrons les différentes fluctuations du nombre des établissements suivant qu'ils occupent de 1 à 20 salariés, de 21 à 100 et plus de 100.

I. — ALIMENTATION

Laissant de côté les industries mal désignées, voyons ce qui passe dans l'alimentation. Le chiffre de la population active est passé de 444.000 en 1896, à 464.000 en 1901 et à 479.000 en 1906. Il y a donc progression constante dans le personnel de cette entreprise. On constate que les établissements occupant de 1 à 20 salariés, après avoir baissé de 2;000 environ en 1901 sont en plus-value de 1.600

unités sur le recensement de 1896 et de 3.500 sur celui de 1901.

Les établissements de 24 à 100 sont stationnaires quant aux résultats de 1901 et en avance de 150 sur ceux dénombrés en 1896.

Ceux occupant plus de 100 ouvriers sont en progression constante et passent successivement de 133 à 142 puis à 159 en 1906, soit une augmentation de 20 % sur 1896 et 12 % sur 1901. L'accroissement est énorme, par rapport à la première catégorie d'établissements dont la plus-value n'est guère que de 2 % en dix ans.

Que conclure de ces chiffres, sinon qu'il n'y a point de concentration au sens exact du mot, les petites entreprises résistant très fermement, les grandes s'accroissant relativement.

L'on peut même affirmer que les 15.000 nouvelles recrues de l'alimentation de 1901 à 1906 sont allées, pour la plus grande part, à la première catégorie (1 à 20), car il y a à 5 ans de distance, 3.500 établissements de plus. En leur assignant, par hypothèse une moyenne de 4 salariés, ils emportent pour leur groupe 14 000 hommes du contingent. Il ne faut pas d'ailleurs s'impressionner, outre mesure des tantièmes d'augmentation constatés d'un recensement sur l'autre par rapport aux grands établissements. Peu importe qu'ils soient en progression de 20 % et les petits de 2 %, l'on comprend très bien que le chiffre de 80.000 établissements ne peut passer à 96.000, quel que soit leur

développement, car il faudrait alors une augmentation de population active considérable, soit 160.000 en prenant une moyenne de 10 salariés par établissement.

II. — INDUSTRIES CHIMIQUES

Les Industries chimiques occupent 124.000 ouvriers en 1906, soit 15.000 de plus qu'en 1901 et 40.000 de plus qu'en 1896.

Ces industries particulièrement florissantes se développent comme on le voit avec une rapidité surprenante.

Le petit tableau suivant synthétisera et caractérisera le mouvement d'ascension.

	1906	1901	1896
Etablissements de 1 à			
20 salariés.	4.242	4.161	3.992
— de 21 à 100 salariés	762	700	571
Plus de 100	204	174	118

Première constatation contraire à un mouvement de concentration; en 10 ans, les 3 catégories d'établissements sont en progression marquée.

Les petits augmentent de 6 %.

Les moyens — de 35 %.

Les grands — de 75 %.

Les grands, comme on le voit, battent le record de la vitesse, mais cette marche rapide n'est pas au détriment des petits et moyens.

III. — CAOUTCHOUC

Cette industrie s'est également très développée.

	1906	1901	1896
	—	—	—
Population active . . .	84.655	70.454	58.408

En dix ans, la population active a passé de 58.000 à 84.000, soit une augmentation de 45 %.

Continuant le mode de démonstration adopté précédemment, nous remarquons par le tableau suivant :

	1906	1901	1896
	—	—	—
Etablissements occupant			
de 1 à 20	1.742	1.638	1.583
— de 21 à 100	443	435	373
Plus de 100	179	159	120

Que le nombre des établissements a augmenté dans toutes les catégories.

De 1896 à 1906, les petits	augmentent de	10 %.
les moyens	—	20 %.
les grands	—	50 %.

Sur les 26.000 individus nouveaux venus à cette industrie, les établissements en occupant de 1 à 20 et de 21 à 100 ont pris leur part, ils ne sont pas restés stationnaires et à plus forte raison n'ont pas été victimes de l'attraction des grands. La conclusion qui s'impose est celle de la non concentration.

IV. — POLYGRAPHIE

La polygraphie suit le mouvement général d'ascension des autres industries; la population active qu'elle emploie s'accroît en 10 ans de 25.000 unités, ainsi que l'atteste le tableau suivant :

Années	1906	1901	1896
Population active.	107.481	98.958	82.596
Etablissements occupant de 1 à 20	5.865	5.295	5.056
— de 21 à 100	754	692	569
Plus de 100	141	117	93

Progression constante dans les établissements des trois catégories. En 10 ans, 16 % dans le premier groupe, 32 % dans le second, plus de 50 % dans le troisième. Le nombre des grandes entreprises dans ce genre d'industrie s'accroît rapidement, mais cet accroissement ne se fait pas au préjudice des petits qui augmentent dans la mesure de leurs moyens.

Conclusion : pas de mouvement de concentration.

V. — INDUSTRIES TEXTILES

Pour la première fois depuis que nous avons entrepris cette étude, nous allons apercevoir un indice de concentration dans une industrie spéciale qui n'occupe pas moins de 900.000 salariés. Ce chiffre formidable n'a pas sensiblement varié, par

rapport aux données du recensement de 1896 et l'accroissement des autres industries.

	1906	1901	1896
Population active .	913.989	891.627	901.690

L'on remarque même qu'en 1901, il y a sur la précédente statistique un fléchissement de 10.000 unités; en 1906, le chiffre de 1896 est rattrapé et dépassé de 12.000. Nous sommes loin au point de vue de l'accroissement du personnel, des résultats acquis dans les autres industries, l'augmentation n'est guère que de 1,25 % en 10 ans.

Comment se distribue cette population ?

	1906	1901	1896
Etablissements occupant	—	—	—
de 1 à 20 salariés . .	33.210	34.714	28.129
— de 21 à 100 salariés .	2.672	2.642	2.950
Plus de 100 salariés . .	1.547	1.491	1.463

On remarque des différences appréciables d'un recensement sur l'autre, c'est ainsi que les petits établissements sont en 1906 de 18 % plus nombreux qu'en 1896, tout en ayant subi un recul de près de 5 % sur 1901, ce qui tendrait à démontrer, les chiffres de la population active n'ayant guère varié, une moins-value en faveur des grands établissements.

De même, malgré un léger relèvement en 1906 sur 1901, les établissements occupant de 21 à 100 salariés sont en décroissement marqué sur le nombre existant en 1896, il y a une baisse de 10 %,

Au contraire, les grands ayant plus de 100 salariés sont en progression constante, passant de 1.463 en 1896 à 1.491 en 1901, à 1.547 en 1906, soit 6 % d'augmentation en 10 ans.

Il nous faut nécessairement conclure que les 12.000 nouveaux venus en industrie textile ont été absorbés par les grands établissements qui se sont accrus, en outre, des salariés laissés sur le marché par la fermeture et l'absorption des 1.500 établissements de la première catégorie. Ici, donc, il y a un indice de concentration, très léger d'un recensement à l'autre pour les petites entreprises, inexistant à 10 ans d'intervalle ou 2 recensements, très marqué pour les moyennes entreprises dans le même laps de temps.

Ce mouvement s'explique par une nécessité industrielle, par les conditions intrinsèques de ces industries. La machine perfectionnée et la force motrice ont complètement changé les modes de production. Plus de métier de tissage de famille mû par la force de l'homme au travail pénible, ne donnant qu'une faible rémunération avec des frais généraux disproportionnés au rendement et l'achat des matières premières à des conditions onéreuses. La grande filature et le grand tissage mécanique avec leurs capitaux énormes, leur facilité de production, d'achat et de crédit, grâce à des prix de vente proportionnées à un prix de revient moins chargé de frais généraux, absorbent de plus en plus le marché des industries textiles.

VI. — TRAVAIL DES ÉTOFFES

Ce groupe se compose presque uniquement des industries de l'habillement et occupe le premier rang par l'importance de la population active qu'il emploie. La statistique nous fait assister à des bonds énormes à 10 ans d'intervalle:

	1906	1901	1896
Population active.	1.551.131	1.483.515	1.303.762

De 1896 à 1906 la population active s'est accrue de 248.000 salariés soit dans une proportion de 19 %. Cette augmentation s'est réalisée en deux stades de 1896 à 1901 avec 80.000, de 1901 à 1906 par 68.000.

Voyons quels sont les établissements qui ont accaparé cette main-d'œuvre, comment elle s'est distribuée?

	1906	1901	1896
Etablissements occupant de 1 à 20 salariés	138.218	133.960	125.225
— de 21 à 100.	2.154	1.987	1.493
— plus de 100.	275	216	142

En voyant ce chiffre énorme des petits établissements on est tenté d'affirmer qu'ils accaparent à eux seuls plus des 2/3 de la population active employée dans le travail des étoffes. Dans cette industrie comme dans la majeure partie des autres,

la thèse de la concentration croissant aux dépens des petits reçoit un cruel démenti. Il y a en 1906, 13.000 établissements de la première catégorie de plus qu'en 1896, soit plus de 10 % d'augmentation. Le groupe de 21 à 100 salariés s'est accru dans des proportions considérables 44 % en 10 ans. Peu importe à notre thèse que les établissements occupant plus de 100 salariés, aient augmenté de 95 % puisque nous savons pertinemment que cet accroissement ne s'est pas fait sur le dos des petits et moyens. Le chiffre de 13.000 est un puissant multiplicateur bien que le multiplicande soit petit (1 à 20), et l'on peut affirmer que les petits établissements bien loin de s'anémier, emportent une assez forte proportion du nouveau contingent de salariés.

VII. — PAILLE, PLUMES, CRINS

Nous sommes en présence d'une industrie bien française qui participe dans une forte proportion ou 130.000.000 d'exportation donnés par le commerce de la mode. Là encore nous allons rencontrer des chiffres de progression.

La population active est passée de 34.000 en 1896 à 42.000 en 1906 accusant déjà en 1901 39.000 salariés. Cette population se distribue comme suit :

	1906	1901	1896
Etablissements occupant			
de 1 à 20 salariés	4.506	4.436	3.844
— de 21 à 100.	143	108	94
— plus de 100.	13	9	11

Les établissements de la première catégorie augmentent en 10 ans de 18 %; ceux de la seconde de 55 %. Les grands subissent un fléchissement de 1896 à 1901, ils passent de 11 à 9 et se relèvent à 13 en augmentation dans la période décennale de 18 %.

Ces résultats nous montrent que certaines industries ne se prêtent guère à la concentration d'un grand nombre d'ouvriers dans de vastes usines. Les petits établissements augmentent dans la même proportion que les grands, et seuls les moyens accusent une progression importante. De multiples causes interviennent dans ces industries et s'opposent à un mouvement de concentration. Bien que la mécanique ait pénétré dans ce domaine, le travail manuel, travail d'assemblage et d'habileté, domine et dominera toujours, sans exiger pour s'effectuer la réunion importante de salariés sous le même toit.

VIII. — CUIRS ET PEAUX

De toutes les industries de transformation étudiées jusqu'alors, voici la première qui reste sta-

tionnaire, qui n'a pas progressé depuis dix ans, bien qu'elle se soit trouvée en meilleure posture au recensement de 1901, accusant sur 1896 3.000 salariés de plus.

	1906	1901	1896
Population active.	334.203	337.940	334.782

Les raisons de cette stagnation s'analysent dans ce fait que l'Amérique, gros fournisseur de peaux brutes, les travaille de plus en plus sur place, cherchant de moins en moins le fini des tanneries françaises.

Les établissements des cuirs et peaux se distribuent ainsi qu'il suit :

	1906	1901	1896
Etablissements occupant			
— de 1 à 20 salariés.	37.196	37.033	37.495
— de 21 à 100.	924	917	968
— plus de 100.	173	155	157

Nous sommes avec cette classification dans l'imprévu que comporte toute statistique qui essaie de synthétiser, de grouper les résultats obtenus en quelques catégories types. En effet, alors qu'en 1901 la population active est supérieure de 3000 salariés à celle de 1906, on constate que les chiffres absolus de trois classes d'établissements du dernier recensement sont supérieurs à ceux de 1901 — en un mot la population diminue et le nombre des établissements augmente.

Il faut penser que le nombre moyen des ouvriers occupés dans chaque établissement a baissé bien qu'ils puissent encore entrer dans les trois catégories indiquées plus haut, et que par suite le nombre des établissements a pu s'accroître d'un recensement à l'autre.

Quoiqu'il en soit, examinons les résultats à dix ans d'intervalle au point de vue de la concentration. Les petits établissements sont en recul de près de 1 0/0, bien qu'ils aient un peu regagné sur 1901; les moyens décroissent de 4, 5 0/0. Par contre, ceux occupant plus de 100 ouvriers ont augmenté de 10 0/0. Le chiffre total de la population active n'ayant pas sensiblement varié de 1906 à 1896, il faut en conclure qu'il y a eu pour les industries des cuirs et peaux un mouvement de concentration au profit des grands établissements, au préjudice des petits, bien qu'en somme il n'ait rien de particulièrement frappant; la première catégorie semble plutôt se maintenir.

IX. — INDUSTRIE DU BOIS

	1906	1901	1896
Population active.	704.695	708.963	677.629

D'après ce tableau les industries du bois, malgré un léger fléchissement, sont en 1906 en avance très marquée sur le recensement de 1896 avec 27.000 salariés de plus. Les 704.000 travailleurs

de ces industries se classent de la manière suivante :

	1906	1901	1896
Etablissements occupant de 1 à 20 salariés.	106.775	106.718	104.145
— de 21 à 100	1.854	1.774	1.484
— de plus de 100	186	155	105

Ces 106.000 établissements de la première catégorie, en avance de plus de 2000 sur le recensement de 1896, nous donnent à penser que ces industries s'accommodent toujours de la petite entreprise. La seconde catégorie augmente de 25 % en dix ans. Les grands établissements font un bond formidable de 105 à 186 avec 80 % d'augmentation. Ils ont sans aucun doute pris au nouveau contingent les forces nécessaires pour s'accroître sans enlever aux petits et moyens leur chiffre absolu, en avance marquée; il n'y a pas concentration au sens de notre étude.

X. — MÉTALLURGIE

69.829 individus forment la population employée dans la métallurgie. Ce chiffre bien qu'en avance de 14.000 sur celui de 1896 est en recul de 6000 sur celui de 1901; c'est la première fois, depuis que nous étudions les industries de transformation que nous constatons un mouvement régressif de la population active.

	1906	1901	1896
Population active . . .	69.829	75.587	55.910
Elle se répartit comme suit :			
Etablissements occupant			
de 1 à 20 salariés . . .	43	28	28
— de 21 à 100	31	32	45
— de plus de 100	98	97	88

Le groupe des établissements moyens s'effrite à chaque recensement; de 45 en 1896, il n'est plus que de 31 en 1906 soit une baisse de 30 %. Les petits ont augmenté de plus de 50 %; cette augmentation, si intéressante soit-elle quant à son taux, ne l'est guère quant aux chiffres absolus. Si par hypothèse, nous leur attribuons le maximum soit 20 salariés, cela fait pour les 43 établissements de leur groupe 860 salariés. C'est peu, c'est maigre sur les 69.829 individus occupés dans cette industrie. Là, plus que tout ailleurs, triomphent les grands établissements dont le nombre est en plus value de 11 % par rapport au recensement de 1896, et l'on peut affirmer en égard à la décroissance des établissements moyens que la force du 3^e groupe est faite de tous les nouveaux contingents et des dépouilles du second groupe. L'importance de la première catégorie étant presque nulle, il faut conclure à un mouvement de concentration ou, ce qui serait plus exact, à une concentration. C'est une industrie concentrée qui n'a pas eu besoin de détruire par sa

puissance d'absorption le petit établissement; normalement, inéluctablement, la population active est allée vers la puissante usine.

XI. — MÉTAUX ORDINAIRES

Comprenant : les forges, taillanderies, tréfileries, fabriques de clouterie et d'articles en fer et acier, charpente en fer, serrurerie du bâtiment, fabriques de tôlerie, armurerie, chaudronnerie, fonderie, et constructions mécaniques, appareils électriques, fabriques d'appareils et articles en cuivre ou en bronze, instruments de chirurgie, instruments d'optique ou de précision, instruments de musique en métal, fabrique d'articles en fer blanc, étain, plomb, nickel, gravure sur métaux, fabrique d'horlogerie, de bimbelotterie, galvanoplastie.

Voici un des 4 groupes les plus importants des industries de transformations, 758.377 ouvriers y sont occupés en 1906.

	1906	1901	1896
Population active.	758.377	707.607	607.774

De 1896 à 1906, les métaux ordinaires ont pris 150.000 recrues au monde du travail et cette armée formidable s'est répartie comme suit :

	1906	1901	1896
Etablissements occupant			
de 1 à 20 salariés	78.073	74.509	72.594

— de 21 à 100.	2.445	2.366	1.909
— plus de 100.	752	653	503

Les petits augmentent de 1896 à 1906 de 6.000 environ, soit 8, 5 0/0. Les moyens, dans la même période, sont en plus-value de 536, soit 28 0/0. Les grands s'accroissent de 249 unités, soit dans la proportion de 50 0/0. Ici encore, nous devons constater la gourmandise des gros brochets qui se taillent la part de roi au festin des nouveaux contingents. Mais leurs appétits n'ont point empêché les petits et moyens de prendre leur part; non seulement ils se sont maintenus, mais ils sont en augmentation et, s'il y a concentration de l'industrie, il n'y a pas mouvement de concentration.

XII. — MÉTAUX FINS

28.342 individus composent la population active occupée dans cette industrie. Ce chiffre, ainsi que l'atteste le tableau suivant, est en recul sur celui de 1901 et en avance sur celui de 1896.

	1906	1901	1896
Population active . . .	28.342	29.433	26.529
Se distribuant comme suit :			
Etablissements occupant			
de 1 à 20 salariés . . .	2.239	2.246	2.338
— de 21 à 100.	179	173	122
— plus de 100.	17	15	14

De 1896 à 1906, les petits établissements ont baissé de 100 soit de 4,5 %. Par contre, les moyens augmentent de 55 % dans le même période, les grands de 21 %. Ces résultats nous conduisent à penser qu'il y a dans l'industrie des métaux fins, un mouvement de concentration très accusée en faveur du groupe moyen des établissements occupant de 21 à 100 salariés, mouvement beaucoup plus accentué que celui des grands établissements.

Contrairement à l'idée Marxiste, ce ne sont pas le gros qui l'emportent sur les petits et moyens, mais plutôt les moyens qui gagnent dans de fortes proportions ce que perd le premier groupe, et qui absorbent une grande partie des nouveaux contingents. Le concept socialiste ne se réalise point dans le sens absolu qu'il indique.

XIII. — TAILLE DES PIERRES PRÉCIEUSES

La population active augmente sans cesse, de 4.393 en 1896, elle passe à 4.924 en 1904, puis 5.385 en 1906, avec une plus-value de 1.000 en dix ans, soit 22 %.

	1906	1904	1896
Etablissements occupant	—	—	—
de 1 à 20 salariés.	537	514	452
— de 21 à 100.	26	13	19
— plus de 100.	2	1	»

On remarque dans cette industrie que les chif-

frés absolus des établissements des trois groupes sont en progression. Il y a en 1906, 85 établissements de la première catégorie de plus qu'en 1896, soit une augmentation de près de 19 0/0. Le groupe moyen, de 1901 à 1906, fait un écart de 100 0/0 et passe de 13 à 26, mais n'est en plus-value sur 1896 que de 33 0/0. Il s'est donc produit un mouvement très curieux dans le second groupe qui, en régression sur 1896, rebondit et double en 1906. Les établissements occupant plus de 100 ouvriers n'existaient pas en 1896, il y en a 1 en 1901, 2 en 1906, proportion de 100 0/0 en 5 ans. Bien que ce tantième soit impressionnant, il n'y a pas lieu d'en tirer des conclusions de concentration. Il faut considérer les chiffres absolus dont l'importance parfois, ne souffre pas la comparaison avec les tantièmes. Qu'importe, qu'au lieu de l'établissement occupant plus de 100 ouvriers, il y en ait 2, si ceux occupant de 1 à 20 salariés passent de 452 à 537. On doit nécessairement penser que toute cette industrie est en grande majeure partie accaparée par les petits établissements qui se taillent la part du roi dans les nouveaux contingents. En résumé, pas de concentration.

XIV. — TERRASSEMENT, CONSTRUCTION

Une véritable armée de travailleurs emploie ses forces dans ce mode d'activité qui groupe une population active de 550.000 salariés. Les chiffres

n'accusent guère de différence à 40 ans d'intervalle, sauf, en 1901, où il y a 20.000 terrassiers de plus employés par le métropolitain.

	1906	1901	1896
Population active.	550.130	572.180	552.591

Cette population active se répartit comme suit :

	1906	1901	1896
Etablissements occupant			
de 1 à 20 salariés . . .	67.738	66.312	65.278
— de 21 à 100.	2.189	2.281	2.094
— plus de 100.	205	181	173

Nous croyons qu'il y aurait une certaine naïveté à parler de l'existence ou de la non existence d'un mouvement de concentration dans cette sorte d'entreprise. L'importance des groupements d'ouvriers est étroitement subordonnée à l'importance des travaux. Si nous tombons dans une période de grande activité, si l'on construit des ponts, des aqueducs, si l'on perce des tunnels, si l'on établit des écluses, des quais, des ports, des lignes de chemins de fer, il n'est pas douteux que nous aurons de vastes chantiers occupant de nombreux terrassiers. Mais, ce grand travail exécuté, ce groupement important, va s'effriter, se disperser au hasard, s'émietter entre de multiples chantiers aux besoins réduits. Autrement dit, il n'y a pas d'établissement au sens exact du mot, il y a bien entreprise, mais entreprise passagère sans esprit de continuité. Une

fois les grands travaux exécutés, cette armée est licenciée en partie. Toutefois, il importe de remarquer l'importance croissante des établissements occupant de 1 à 20 salariés présentant une plus-value de 2.500 environ en 1906 sur 1896. Les chantiers occupant plus de 100 salariés, sont en avance marquée sur 1896, soit une proportion de 28 %. Ces constatations tendent à démontrer que à 10 ans d'intervalle, une activité égale règne toujours dans cette industrie. De plus, comme le chiffre de la population active est resté sensiblement le même, alors que le nombre des établissements de chaque catégorie s'est accru, il faut conclure que dans les limites du groupe, le chiffre moyen des salariés a baissé pour permettre l'augmentation des établissements.

XV. — TAILLE DES PIERRES ET MOULAGE

	1906	1901	1896
Population active	46.612	56.029	55.495

Au premier coup d'œil, on remarque une diminution très appréciable de la population active qui, de 1901 à 1906, fléchit de près de 10.000 salariés. Voyons quels sont les établissements qui ont résisté à ce mouvement régressif.

	1906	1901	1896
Etablissements occupant	—	—	—
de 1 à 20 salariés. . .	5.460	6.234	5.124
— de 21 à 100 . . .	160	181	133
— plus de 100 . . .	12	14	10

Dans tous les groupes, il y a diminution qui s'analyse en tantièmes comme suit : près de 13 % pour le premier, 11 % pour le second, 14 % pour le troisième. Il est donc bien inutile de parler de concentration là, où la régression est générale. Le voisinage de l'exposition semble en être également la raison.

XVI. — CÉRAMIQUE ET VERRERIES

Avec les céramiques et verreries, nous aurons fini d'étudier les industries de transformation, telles qu'elles ont été cantonnées par le service de la statistique. Cette industrie se développe très rapidement, comme l'indique le tableau suivant :

	1906	1901	1896
Population active. . .	166.831	160.964	145.801

De 1896 à 1906, 21.000 individus sont venus à l'industrie de la céramique et de la verrerie, soit une augmentation de 15 %. Ces 166.000 salariés se distribuent ainsi :

	1906	1901	1896
Etablissements occupant			
de 1 à 20 salariés	7.936	8.595	9.403
— de 21 à 100	772	809	734
— plus de 100	312	287	219

Voici une industrie qui peut faire battre d'allégresse le cœur des socialistes Marxistes. Il y a là un mouvement de concentration très net, sauf une légère remarque en ce qui concerne les établissements moyens. Les établissements du premier groupe baissent de près de 16 % de 1896 à 1906; les seconds en recul de 5 % sur 1901 sont en avance de 5 % sur 1896. Ce n'est pas très net. Par contre, les établissements occupant plus de 100 ouvriers sont en avance, en 10 ans, de 47 %. On peut donc affirmer que pour l'industrie de la céramique et de la verrerie, le grand établissement triomphe, absorbant les nouveaux venus et les transfuges des petits établissements dont le chiffre absolu diminue de jour en jour.

CHAPITRE V

I. — MANUTENTION.

La manutention occupe en 1906, 395.012 individus contre 332.345 en 1901 et 290.951 en 1896. Ce groupement est donc en plus-value constante, soit une augmentation de 36 % en dix années, et se répartit comme suit :

	1906	1901	1896
Etablissements occupant			
de 1 à 20 salariés . . .	605	620	620
-- de 21 à 100	76	45	32
— plus de 100	7	7	»

Ces chiffres ne sont à notre avis d'aucun enseignement, l'entreprise n'existe guère dans la manutention, ce sont pour la plus grande part, des travailleurs isolés, des manœuvres. Ce tableau nous indique un développement continu des établissements moyens qui passent de 32 en 1896, à 76 en 1906, soit une augmentation de 120 %. Les grands semblent stationnaires.

POPULATION ACTIVE ET ÉTABLISSEMENTS AVEC PERSONNEL SALARIÉ

Années 1906, 1901 et 1896.

INDUSTRIES ou PROFESIONS	1906				1901				1896			
	Population active	ÉTABLISSEMENTS			Population active	ÉTABLISSEMENTS			Population active	ÉTABLISSEMENTS		
		1 à 20 salariés	21 à 100	Plus de 100		1 à 20 salariés	21 à 100	Plus de 100		1 à 20 salariés	21 à 100	Plus de 100
Manutention.	395 012	605	76	7	332 345	620	43	7	290 951	630	32	»
Transport.	492 325	19 374	432	76	498 298	17 669	356	106	421 660	15 965	402	77
Commerces divers.	1 864 210	247 190	2 256	209	1 692 539	222 597	1 870	139	1 494 666	209 835	1 580	106
Comm. forains, spectacles, agences.	63 431	6 094	101	12	65 299	5 776	115	40	57 615	5 217	142	6
Banques, assurances.	75 040	6 096	332	52	64 782	4 881	285	43	51 586	4 104	220	31

II. — TRANSPORTS

De 421.660 individus occupés dans les transports en 1896, on en constate 498.298 en 1901, et 492.325 en 1906. Ce qui tend à démontrer qu'après avoir augmenté de 18 % d'un recensement sur l'autre, ils sont à la dernière statistique en régression d'environ 6.000 en chiffres absolus, nombre qui se traduit en tantième par 1, 5 %.

Distribution.

	1906	1901	1896
Etablissements occupant			
de 1 à 20 salariés.	19.371	17.669	15.965
— de 21 à 100.	432	556	402
— plus de 100.	76	106	77

Plus de 3.400 établissements de la première catégorie existent en 1906 par rapport à 1896, en plus-value également sur 1901, avec une proportion de 22 % en 10 ans. Pour les établissements moyens, les chiffres cascudent : 402 en 1896, 556 en 1901, puis 432 en 1906 ; bien que ce dernier chiffre marque une avance sur 1896, avec 30 établissements de plus, il n'en est pas moins vrai qu'il

ya une baisse de 22 % sur 1901. Même observation pour ceux de la troisième catégorie.

Comment expliquer ces mouvements ? Mystère de la statistique ou plutôt par le voisinage de l'exposition de 1900, qui étant par elle-même un facteur de nombreux transports, a créé d'une façon passagère des organes plus nombreux, inspirés d'un principe d'opportunité, et ne présentant aucun caractère définitif.

Quoiqu'il en soit, fussions-nous animé de la plus grande tendresse à l'égard des sophismes socialistes, notre étude impartiale ne nous permet pas de constater, chiffres en mains, un indice de concentration. Les petits moyens de transports sont de plus en plus nombreux. Il semble même qu'ils se développent plus rapidement en égard aux chiffres absolus des autres catégories. Le développement de la traction électrique du moteur à pétrole paraît être l'explication de ce phénomène ; le moyen de transport rapide est devenu accessible à la bourse du petit entrepreneur ; il n'est plus besoin de grouper des capitaux énormes pour réaliser toute une organisation de transports.

CHAPITRE VI

I. — COMMERCE DIVERS

Sous ce titre se groupent différentes catégories de commerces telles que ceux des produits agricoles, des liquides, des comestibles, des débitants de boissons, des restaurants, des hôtels, des combustibles, des papiers, des livres, des matières premières, outils, des objets pour l'habillement, des matériaux, des commissionnaires, des courtiers, des locations d'objets divers, pour ne citer que les principaux.

Une population de 1.864.210 individus exercent son activité dans les différents commerces au recensement de 1906. Dans ce chiffre, sont compris 519.929 personnes travaillant isolément.

1906	1901	1896
------	------	------

Population active.	1.864.210	1.692.539	1.494.666
--------------------	-----------	-----------	-----------

Ces nombres sont impressionnants; le com-

merce se développe donc avec intensité en France. Si cette activité ne se manifeste pas avec acuité aux exportations, il faut penser qu'elle se consacre en grande partie aux tractations internes. Le tableau de la population active nous révèle des bonds formidables; de 1.494.666 en 1896, elle passe à 1.692.539 en 1901, soit près de 200.000 en plus, puis à 1.864.210 en 1906, avec un nouveau saut de 190.000 par rapport en 1901.

Cette armée de travailleurs se distribue, se groupe comme suit :

Etablissements occupant

	1906	1901	1896
de 1 à 20 salariés.	247.190	222.597	209.835
— de 21 à 100.	2.256	1.870	1.580
— de plus de 100.	209	139	106

Il n'est pas douteux que dans le bloc des 370.000 nouveaux venus aux commerces divers, les petits établissements se sont taillé la part du roi avec leur 38.000 unités de plus en 1906 qu'en 1896. Le multiplicande est tellement important que, si minime soit la moyenne des salariés occupés par établissement dans la première catégorie, le produit de la multiplication sera nécessairement considérable. Une hypothèse le fera mieux comprendre : si nous supposons 4 salariés par établissement, la multiplication par 38.000 donne 152.000. Le second groupe accuse également une augmentation constante, de 1.580 en 1896, le chiffre absolu passe à

1.870, puis 2.256, avec des tantièmes d'avance de 19 et 20 %. Ceux occupant plus de 100 salariés s'accroissent rapidement; 106 en 1896, 139 en 1901, 209 en 1906. En 10 ans, ils ont presque doublé. Que conclure de toutes ces constatations?

Les trois catégories ont augmenté chacune selon leur puissance d'absorption des contingents nouveaux. Les petits, numériquement supérieurs, ont pris plus à la masse que les autres. Ils n'ont pas cédé devant le grand établissement dont la force incontestable n'est point faite des débris des groupes inférieurs. — Il n'y a pas de mouvement de concentration,

Toutefois, il est nécessaire de faire quelques réserves et de dire qu'il peut y avoir certains commerces dans la nomenclature faite plus haut, où le mouvement de concentration se produit, mais au lieu que ce soit une règle, c'est une exception comme nous l'avons dit pour les industries de transformation.

Etant donné les chiffres généraux, les synthèses qui s'imposent pour arriver à conclure dans toute étude de ce genre, il faut présumer qu'une analyse plus minutieuse pourrait mettre en défaut, sur certains points, dans des sous-groupes par exemple, le caractère de généralité donnée à la solution. Il n'en est pas moins vrai que notre affirmation ne risque guère d'être démentie, car elle est l'image des chiffres.

II. — COMMERCE FORAIN

Agences, Spectacles, etc. — Ce titre groupe une population active de 63.431 individus en 1906, contre 65.299 en 1901, et 57.615 en 1896. En avance sur 1896, en recul sur 1901 pour les mêmes raisons que celles invoquées précédemment. En dix ans 10 % d'augmentation ; le goût des plaisirs de nos contemporains va de pair avec leur activité industrielle et commerciale ; ils travaillent et s'amuse peut-être moins bien qu'autrefois, mais d'une façon plus coûteuse, au grand profit des entreprises de spectacles, qui gagnent beaucoup, quand elles gagnent !

Cet amalgame un peu hétéroclite du commerce forain, des spectacles, des agences, etc., se distribue comme suit :

	1906	1901	1896
Etablissements occupant			
de 1 à 20 salariés.	6.014	5.776	5.217
— de 21 à 100.	101	115	142
— plus de 100.	12	10	6

Les établissements moyens s'anémient de plus en plus : de 142 en 1896, ils ne sont plus que 100

en 1906, soit une baisse de 30 %. Par contre, les petits, très nombreux, sont pleins de vitalité avec 17 % de plus-value en 10 ans; soit 877 établissements de plus. Ceux de la troisième catégorie double 100 % d'augmentation, 6 devient 12. Le déterminisme matérialisme de Marx se vérifie-t-il ici ? Non ! — Augmentation des petits comme des grands, telle est la conclusion.

III. — BANQUES, ASSURANCES, ETC.

Avec les banques et les assurances, nous abordons certainement des commerces en progression ; le tableau de la population active nous indique en effet que cette population était de :

1906	1901	1896
------	------	------

75.040	64.782	51.535
--------	--------	--------

Les chiffres sont en plus-value constante, de 1896 à 1906, près de 50 % d'augmentation dans la population, soit près de 24.000. Cela ne doit pas nous étonner si nous songeons que le commerce de banque, les institutions de crédits et les assurances, ont fait des pas de géant ; la répercussion devait se faire sentir sur le nombre des employés. On s'assure de plus en plus, les chefs de responsabilité dégagés par la législation et la jurisprudence.

étant de plus en plus nombreux, le souci et la peur du lendemain impressionnent l'homme, qui cherche à parer le plus possible les coups du sort. — Les règlements par chèque, les facilités de dépôts d'argent; des comptes-courants, l'importance sans cesse grandissante du commerce, de la fortune mobilière de la France, créancière du monde, ont développé logiquement les intermédiaires nécessaires, les banques.

	1906	1901	1896
Etablissements occupant	—	—	—
de 1 à 20 salariés.	6.096	4.881	4.104
— de 21 à 100.	332	285	220
— plus de 100.	52	43	31

La lecture de ce tableau accuse un mouvement de progression dans tous les groupes; en 10 années les établissements occupant de 1 à 20 salariés ont augmenté de près de 50 %, soit en chiffre absolu 1.992. Les moyens, de 112, soit 50 % également. Ceux de la dernière catégorie, les grands, s'accroissent de 70 %, soit effectivement de 21. Tous ces chiffres démontrent que les 24.000 recrues se sont distribuées entre les trois classes d'établissements, que les petits comme les moyens ont puisé généreusement dans les nouveaux contingents. Ces constatations sont en opposition avec tout mouvement de concentration. D'ailleurs, nous savons pertinemment qu'une nuée de petites sociétés d'assurances se sont créées mutuelles et autres, au point

de saturer au dernier degré les désirs des assurables. De même pour la Banque, qui favorise, avec ses puissants moyens, l'esprit d'entreprise, les lancements d'affaires. La moindre petite ville, indépendamment des succursales des grands organes, a ses banques privées ; les tentacules de ce commerce s'étendent partout et pompent l'or à mesure qu'il se crée.

La population active comprend encore d'autres professions, telles que les professions libérales, dont font partie les cultes ; est-il nécessaire d'étudier ces entreprises, qui n'ont aucun caractère de productivité, dont l'activité, toute cérébrale, ne se traduit par aucun produit palpable ou tangible, susceptible d'être commercialisé, échangé. Indiquons seulement pour mémoire et sans commentaire ces différents groupes dans le tableau synthétique.

POPULATION ACTIVE ET ÉTABLISSEMENTS AVEC PERSONNEL SALARIÉ
Années 1906, 1901 et 1896.

INDUSTRIES ou PROFESSIONS	1906					1901					1896				
	Population active		ÉTABLISSEMENTS			Population active		ÉTABLISSEMENTS			Population active		ÉTABLISSEMENTS		
			1 à 20 salariés	21 à 100	Plus de 100			1 à 20 salariés	21 à 100	Plus de 100			1 à 20 salariés	21 à 100	Plus de 100
Professions libérales { Cultes.	91 384	9 565	440	67		95 262	*	*	*		91 423	*	*	*	
Autres {	391 795	39 941	4 169	137		399 839	38 459	4 399	432		339 176	32 854	4 098	74	
Soins personnels.	65 939	15 217	7	*		58 842	43 299	9	*		52 094	11 387	11	*	
Service domestique.	946 293	14 418	81	4		956 495	*	*	*		916 970	35	*	*	
Services publics { Armée.	593 901	*	*	*		597 445	*	*	*		567 433	*	*	*	
généraux. { Autres	548 960	*	*	*		528 509	*	*	*		501 068	*	*	*	
Services publics industriels.	77 293	749	83	81		76 353	201	39	72		56 482	36	15	58	

TABLEAU comparatif de la population active en 1901 et 1906 quant aux établissements classés suivant le nombre des ouvriers spécialement pour ceux occupant moins de 20 salariés.

INDUSTRIES ou PROFESSIONS	ETABLISSEMENTS OCCUPANT :					
	En 1906			En 1901		
	de 1 à 5	6 à 10	11 à 20	de 1 à 5	6 à 10	11 à 20
Pêche	10 822	342	403	9 436	618	417
Culture, élevage.	1 271 716	36 137	6 262	1 271 299	41 497	6 637
Mines et minières	37	49	50	44	31	56
Carrières	4 735	967	634	4 660	818	618
Alimentation	81 038	3 972	1 631	77 917	3 654	1 561
Industries chimiques	2 854	772	616	2 850	691	620
Caoutchouc, papier.	1 029	362	351	1 049	292	297
Polygraphie.	4 179	997	689	3 795	819	681
Industries textiles	29 764	1 856	1 590	31 427	1 646	1 641
Travail des étoffes	128 622	6 738	2 858	125 624	5 313	3 023
Pailles, plumes, crins.	4 020	292	194	4 034	243	159
Cuirs et peaux	34 848	1 454	894	34 645	1 470	918
Industries du bois	98 065	5 941	2 769	98 488	5 401	2 829
Métallurgie.	21	13	9	10	6	12
Métaux ordinaires	71 732	4 012	2 309	69 048	3 164	2 297
Métaux fins	1 660	343	236	1 701	312	233
Taille de pierres précieuses.	478	39	20	465	25	24
Taille de pierres, moulage	4 768	470	222	5 458	502	274
Terrassement, construction.	57 950	6 450	3 338	56 388	6 320	3 604
Céramique, verrerie.	6 138	1 108	690	6 807	1 053	735
Manutention	457	75	75	497	67	56
Transport	17 501	1 179	691	15 688	1 310	671
Commerces divers	231 527	10 969	4 694	207 697	10 838	4 062
Commerces forains, spectacles, agences	5 658	282	154	5 268	342	166
Banques, assurances, etc.	4 892	770	434	3 829	701	351

CHAPITRE VII

NOUVEL APPOINT A NOTRE ÉTUDE.

Au cours de notre démonstration de l'existence ou de la non existence d'un mouvement de concentration, nous avons adopté, comme base d'étude, la classification des établissements en trois groupes, selon qu'ils occupaient de 1 à 20 salariés, de 21 à 100 et plus de 100. Nous avons, au passage, fait remarquer que nos conclusions pouvaient être infirmées pour partie si nous pénétrions dans les sous-groupes de chaque groupe ; nous allons donc essayer, pour donner à notre étude plus de sincérité, s'il est possible, de voir les résultats statistiques du premier groupe, divisé en 3 sous-groupes d'établissements occupant de 1 à 5 salariés, de 6 à 10 et de 11 à 20. Cela nous permettra de dire si les très petits établissements diminuent et si, à l'intérieur de ce groupe, se produit un mouvement de concentration au profit du troisième sous-groupe

plus important, quant au nombre de salariés occupés dans chaque unité.

Reprenons une par une les industries et professions déjà étudiées d'une façon plus générale et voyons ce qui s'est passé, de 1901 à 1906 :

Pêche. — Il y a eu en 1906, 1.400 établissements de plus qu'en 1901, par contre, les moyens et les grands du groupe sont en régression. Donc, pas de mouvement de concentration.

Culture, élevage. — Relativement aux chiffres absolus, très élevés, les petits sont stationnaires, comparativement à 1901, tous les autres sont en diminution, notamment les moyens, de plus de 5.000 unités sur le précédent recensement. Pas de concentration.

Mines et minières. — On constate en 1906 une diminution absolue des chiffres des trois sous-groupes. Pas de concentration à l'intérieur du groupe.

Carrières. — Les petits et les moyens sont en augmentation par rapport à 1901, les grands de 11 à 20 ont 4 unités de moins. Pas de concentration.

Alimentation. — Dans l'alimentation, on remarque une augmentation générale d'un recensement à l'autre, il n'y a donc point de plus-value des uns au détriment des autres.

Industries chimiques. — Même constatation, à l'exception du troisième sous-groupe qui fléchit de 4 unités en 1906 par rapport à 1901. Pas de concentration.

Caoutchouc, papier. — Avec cette industrie, nous remarquons un léger fléchissement (20 unités) des petits établissements au profit des autres. Il y aurait donc un indice de concentration à l'intérieur du groupe.

Polygraphie. — Le recensement de 1906 accuse une plus-value générale sur 1901. Donc pas de concentration.

Industries textiles. — Ces industries sont à peu près les seules donnant raison d'une façon péremptoire au sophisme socialiste de la concentration. En effet, les deux classes extrêmes de notre premier groupe sont en diminution marquée sur les chiffres de 1901. Seuls, les moyens de 6 à 10 ont augmenté de 210 unités.

Travail des étoffes. — Petits et moyens affirment leur vitalité par des chiffres en avance sur 1901, alors que le troisième sous-groupe est en régression. Pas de concentration.

Pailles, plumes, crins. — A l'exception d'une légère diminution de 14 pour les petits, peu appréciable, étant donné le chiffre absolu important, 4.000, il y a augmentation sur 1901.

Cuir et peaux. — Seuls, les petits sont en augmentation avec 34.848 en 1906 au lieu de 34.645 en 1901, les autres diminuent en nombre. Pas de concentration.

Industrie du bois. — Il n'y a que les moyens (6 à 10) qui soient en augmentation, les autres sont en régression.

Métallurgie. — La métallurgie permet de constater une progression de 50 % des petits établissements, de 100 % des moyens, alors que les autres passent de 12 en 1901 à 9 en 1906. Pas de concentration.

Métaux ordinaires. — Augmentation générale d'un recensement à l'autre, telle est la remarque qu'inspire la lecture du tableau, donc pas de concentration, pas de faiblesse des uns au profit des autres.

Métaux fins. — On aperçoit une légère diminution des petits au profit des moyens qui augmentent de 10 % alors que ceux occupant de 41 à 20 salariés ont un tantième d'augmentation de 1 %. Ce ne sont donc pas eux qui ont pris les employés des 41 établissements du premier sous-groupe. L'indice de concentration ne se produit pas en faveur du plus grand établissement!

Taille des pierres précieuses. — Petits et moyens établissements rivalisent en plus-value alors que les autres baissent de 20 % de 1901 à 1906.

Taille des pierres, moulage. — Diminution générale sur 1901, sans doute par suite de la fermeture des établissements créés à l'occasion de l'exposition.

Terrassement, construction. — Augmentation générale en 1906, les petits établissements ont un chiffre important, 57.950.

Céramique, verrerie. — En 1906, petits et grands du groupe sont en diminution sur 1901, seuls les

moyens sont en plus-value de 55 unités. Il n'y a pas de concentration à l'intérieur du groupe; nous rappelons cependant qu'elle est manifeste selon notre étude plus générale.

Manutention. — Avec la manutention, nous sommes amené à constater un mouvement de concentration, d'absorption des petits par les moyens et surtout les grands qui passent de 56 en 1901 à 73 en 1906.

Transport. — De 15.688 petits établissements occupant de 1 à 5 ouvriers en 1901, nous en constatons 17.501 en 1906, soit une augmentation en chiffre absolu de 1.813 unités. Les moyens diminuent de 129, les grands avancent de 20. Il y a plutôt à l'intérieur du groupe un mouvement de déconcentration en faveur des petits établissements.

Commerces divers. — On peut affirmer à la lecture du tableau que l'avance générale des 3 sous-groupes en 1906 est insignifiante, par rapport à celui des petits, eu égard aux chiffres absolus. En effet, il y a 24.000 établissements, dans la première catégorie de plus qu'en 1901, alors que les moyens et les grands ont des avances de 131 et 532 unités.

Commerces forains, spectacles, agences. — Mouvement inverse aux sens Marxiste, seuls les petits sont en avance d'un recensement sur l'autre, pendant que les moyens et grands du groupe diminuent.

Banques, assurances, etc. — Dans le développe-

ment général de ces industries et professions, on remarque une fois de plus que la petite entreprise, le petit établissement fait mieux que résister et prend sa large part des nouveaux contingents. Pas de concentration interne dans le groupe de 1 à 20 salariés, mais accroissement de plus de 1.000 unités pour le premier sous-groupe.

En résumé, nous n'avons aperçu le mouvement de concentration à l'intérieur du groupe de 1 à 20 salariés, que dans deux industries : le caoutchouc et la manutention ; 23 autres professions embrassant l'activité nationale nous ont montré, à quelques exceptions près, la vitalité du très petit établissement occupant de 1 à 5 salariés, se développant sans aucun signe de faiblesse, en présence de ses aînés, qui bien souvent se dépouillent de leurs chiffres absolus à son profit. Et ceci nous est une précieuse constatation, si l'on songe que le parti pris évident, avec lequel discutent de cette grave question des esprits superficiels, n'aurait pas manqué de prétendre que nos constatations générales pouvaient être démenties en subdivisant les groupes ; qu'un mouvement d'absorption existait en faveur des sous-groupes importants au préjudice des sous-groupes inférieurs !

CHAPITRE VIII

CONCENTRATION DU PERSONNEL SUIVANT LE GENRE D'INDUSTRIE.

Dans notre étude précédente, nous nous sommes surtout attachés à constater si le nombre des petits et moyens établissements était en décroissance, relativement à l'accroissement du nombre des grands. Un autre point de vue, non moins intéressant, est celui du nombre des salariés occupés dans ces établissements.

Le tableau suivant nous indique quel est le personnel salarié occupé dans les différents groupes de l'industrie proprement dite :

INDUSTRIES ou PROFESSIONS	Nombre total des salariés	NOMBRE DES SALARIÉS compris dans les établissements occupant					
		De 1 à 5 salariés	De 6 à 10 salariés	De 11 à 50 salariés	De 51 à 100 salariés	De 101 à 500 salariés	De plus de 500 salariés
Mines et minières	204 738	113	381	2 794	4 333	19 504	177 613
Carrières.	60 421	9 831	7 380	49 884	7 655	9 822	5 839
Industries mal désignées . . .	121	102	19	»	»	»	»
Alimentation	293 033	151 640	29 107	53 382	48 009	26 591	14 304
Industries chimiques	116 881	6 439	5 961	26 664	15 707	37 349	24 761
Caoutchouc, papier, etc. . . .	78 129	2 447	2 822	15 241	11 072	30 543	16 004
Polygraphie.	91 091	9 152	7 638	30 092	11 153	25 612	7 444
Industries textiles	686 055	47 252	14 203	80 994	67 825	296 573	179 208
Travail des étoffes.	441 845	200 994	50 080	88 678	34 199	47 494	10 403
Pailles, plumes, crins	19 638	6 792	2 237	6 669	1 724	2 216	»
Cuir et peaux.	155 390	53 156	10 982	36 406	16 897	28 504	9 445
Industries du bois	361 639	167 904	44 451	87 597	27 910	28 730	5 767
Métallurgie	73 660	44	105	804	787	13 099	58 821
Métaux ordinaires.	552 575	120 270	30 323	91 106	51 989	125 904	132 983
Métaux fins.	21 043	3 671	2 608	7 741	2 824	3 023	1 176
Taille des pierres précieuses.	2 809	957	283	995	264	310	»
Taille des pierres, moulage. .	24 710	8 967	3 568	7 357	2 885	1 933	»
Terrassement, construction .	343 032	112 687	48 702	105 242	31 600	37 625	7 176
Céramique et verrerie	153 099	14 128	8 449	27 952	16 347	56 125	30 098
Totaux	3 679 909	916 543	269 299	699 608	322 460	790 957	681 042

Tous ces chiffres confirment en grande partie nos conclusions prises à la suite du dénombrement des établissements. Nous voyons que les mines et minières, sur 204.738 salariés, en occupent 177.000 dans les établissements de plus de 500. Le Pas-de-Calais est le département qui compte le plus de personnes occupées dans ces entreprises (76.600 d'après le recensement de 1906, au lieu de 62.400 en 1901); viennent ensuite le Nord (32.600 contre 29.800), la Loire (19.600 contre 20.600), le Gard (14.700 au lieu de 14.400), puis la Saône-et-Loire (9.000), la Meurthe-et-Moselle (9.000), l'Aveyron (6.300), l'Allier (4.500), le Tarn (4.200).

Pour les carrières, ce sont les établissements de 11 à 50 qui emportent le plus gros contingent, soit le 1/3 des salariés. Cette industrie extractive est surtout concentrée dans le Maine-et-Loire (6.600), principalement à cause des ardoisières, qui, exploitées en grande partie souterrainement, conservent leur personnel toute l'année; viennent ensuite la Seine-et-Oise (4.500), les Ardennes (2.800), la Loire-Inférieure (2.600), la Meuse (2.500), le Pas-de-Calais (2.100), la Mayenne (1.800), la Somme (1.800).

L'alimentation groupe 50 % de ses salariés dans les établissements de 1 à 5, elle est répartie dans tous les établissements avec le même degré d'intensité, à l'exception de celui de la Seine.

Les industries chimiques n'emploient que 10 % environ de leurs salariés dans les établissements de 1 à 5, et 5 à 10. Le département qui compte le

plus de personnes occupées dans les industries chimiques est celui de la Seine : 33.000 personnes, dont 13.000 à Paris et 20.000 dans la banlieue. Relativement au total de la population, la première place appartient au département des Bouches-du-Rhône (13.000 personnes, soit 199 par 10.000 habitants).

Le grand établissement triomphe dans l'Industrie du caoutchouc, papiers, etc. Nous avons raison de faire quelques réserves sur les conclusions que nous tirions du chiffre des établissements, car s'il est vrai de dire que la force des grands n'est pas faite de la faiblesse croissante des petits établissements, nous devons cependant constater que 75 % des salariés travaillent dans les établissements groupant plus de 50 ouvriers et que, s'il n'y a pas concentration au sens Marxiste, il y a cependant une industrie concentrée.

Le principal département de production est celui de la Seine : 25.000 personnes ; viennent ensuite la Seine-et-Oise (5.900), l'Isère (5.000), la Charente (4.500), le Puy-de-Dôme (4.200), les Vosges (3.500). Relativement au nombre des habitants, la Charente se place en tête de la liste.

Avec la polygraphie, la 3^e catégorie d'établissements occupant de 11 à 50 salariés, emporte à elle seule 30 % des individus employés. Le département de la Seine en comprend la principale partie,

soit 45.000, ce qui correspond à un peu plus d'un centième de sa population légale (1).

70 % des salariés des Industries textiles sont massés dans les établissements occupant plus de 100 ouvriers et employés. C'est la concentration intensive pour les raisons expliquées plus haut. Le département des Vosges est celui qui occupe le plus grand nombre de personnes, relativement à sa population. Le principal département de production est celui du Nord, où 203.000 personnes se rattachent aux industries textiles proprement dites. Le Rhône en comprend 67.000, les Vosges 64.000, la Loire 60.000, la Seine-Inférieure 52.000, la Somme 36.000, l'Isère 35.000, la Seine 34.000, la Haute-Loire 29.000, l'Aisne 27.000, le Pas-de-Calais 24.000, l'Aube 24.000.

Le Travail des étoffes est un groupe dont les personnes actives sont nombreuses dans chaque département. Le département de la Seine tient la tête avec 962 personnes sur 10.000 personnes actives. Le tableau indique l'importance du nombre

(1) **NOTA.** — Quand nous indiquons les départements où se concentrent les salariés d'une industrie donnée, il n'y a pas un rapport exact entre le chiffre des salariés occupés dans toute l'industrie et celui indiqué par la même industrie dans tel département. Cela tient à ce que les documents officiels indiquent dans une première partie le chiffre global de la population active en y comprenant les chefs. C'est pourquoi les nombres que nous donnons de salariés groupés dans une même industrie pour un même département comprennent les chefs.

des salariés dans les tout petits établissements, qui représente 42 % de la population occupée dans cette industrie.

Les petits établissements des industries : pailles, plumes, crins, représentent 35 % des salariés. Ce groupe est représenté dans la plupart des départements, mais n'occupe une proportion notable de la population que dans l'Aisne (82 sur 10.000), où cette proportion tend d'ailleurs à diminuer, dans les Ardennes, la Haute-Marne, les Landes.

Les cuirs et peaux groupent plus de 30 % des salariés dans les tout petits établissements; cependant ces industries accusent un mouvement de concentration. Elles sont représentées dans tous les départements. L'Isère se place de beaucoup en tête (313 personnes pour 10.000) en chiffre absolu, 17.000 personnes, la Seine en comprend 54.000, le Nord 15.000, l'Ille-et-Vilaine, 13.000, le Rhône 9.000.

On constate également dans les Industries du bois que plus de 46 % des salariés sont réunis dans les petits établissements. L'Oise se place en tête relativement aux personnes actives (608 pour 10.000), puis vient le Jura (340 sur 10.000). Le nombre absolu des personnes occupées dans les Industries du bois (chefs et isolés compris) est surtout élevé dans la Seine (87.600 personnes); viennent ensuite le Nord (25.700), la Gironde (25.100), l'Oise (24.900), la Seine-Inférieure (13.500), la Loire-Inférieure (12.600), l'Ille-et-Vilaine (12.400).

le Pas-de-Calais (12.200), le Rhône (11.800, les Bouches-du-Rhône (10.900), la Seine-et-Oise (10.700).

Le grand établissement, la concentration, triomphe dans la métallurgie, où presque tous les salariés sont groupés dans la dernière catégorie (plus de 500). Relativement à la population de chaque département, cette industrie se distribue assez inégalement. Elle emploie la plus forte partie de la population dans les départements de l'Est, territoire de Belfort, Ardennes, Doubs, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle. Quant au nombre absolu des personnes actives, il est surtout élevé dans la Seine (165.000 personnes) et le Nord (70.000), puis dans la Loire (30.600), la Meurthe-et-Moselle (29.400), les Ardennes (27.700), le Doubs (25.700), le Rhône (19.900), la Saône-et-Loire (19.300), la Loire-Inférieure (18.100), la Seine-Inférieure (18.000), les Bouches-du-Rhône (16.800), le Pas-de-Calais (16.200), la Somme (15.000). — Les services industriels de l'Etat (forges nationales, arsenaux de guerre ou de marine), ne sont pas compris.

En ce qui concerne la taille des pierres précieuses, les salariés sont aussi nombreux dans la 1^{re} catégorie (1 à 5) que dans la 3^e (11 à 50). Pour les métaux fins, à l'exception de la 3^e catégorie et de la dernière (plus de 500), les autres occupent à peu près le même contingent de salariés. Le principal département de production est la Seine; mais, relativement au nombre des habitants, le

Jura se place en tête de la liste (114 pour 10.000 personnes actives).

Les petits établissements de la taille des pierres et moulage occupent 35 % des salariés totaux, 35 % sont employés dans ceux qui groupent de 11 à 50. Les départements qui comptent le plus de personnes occupées sont la Seine (8.000) et le Nord (4.200). Relativement au total de la population, la première place est occupée par l'Ille-et-Vilaine (32 pour 10.000 habitants).

Avec l'Industrie du Terrassement de construction, même constatation; la 1^{re} et la 3^e catégorie d'établissements emploient 70 % des salariés. — Le département des Alpes-Maritimes et les environs de Paris comprennent, proportionnellement à la population, le plus d'ouvriers du groupe de la terrasse et du bâtiment. Mais le nombre absolu des personnes occupées est surtout élevé dans la Seine (83.000 personnes), le Nord (27.000), la Seine-et-Oise (21.000), en Seine-Inférieure (15.600), les Bouches-du-Rhône (13.000), le Pas-de-Calais (13.000), le Rhône (12.000), la Gironde (11.000).

Près de 70 % des salariés sont groupés dans les établissements de plus de 50 pour la céramique et verrerie. La Haute-Vienne, le Cher et Meurthe-et-Moselle sont les départements qui, relativement au nombre de leurs habitants, occupent le plus d'ouvriers du groupe. En valeur absolue, c'est le département du Nord qui occupe le plus de personnes actives du groupe; (19.000), ensuite la Seine (16.500).

En résumé, si l'on envisage le mot concentration au point de vue du nombre des salariés employés dans telle catégorie d'établissement plutôt que dans telle autre, nous pouvons conclure qu'il y a concentration du personnel dans les grands établissements pour les Industries suivantes : mines et minières, industries chimiques, industries textiles, métallurgie et métaux ordinaires, céramique et verrerie. Dans les treize autres, la distribution du personnel n'accuse pas une tendance très nette.

NOMBRE DES EMPLOYÉS ET OUVRIERS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE CHAQUE CATÉGORIE

ÉTABLISSEMENTS	AGRICULTURE (SECTION 2)			INDUSTRIE (4) (SECTIONS 3, 4, 5, GROUPE 9 B)			COMMERCE (SECTION 6, GROUPE 8 A)		
	1906	1901	1896	1906	1901	1896	1906	1901	1896
De 1 à 5 salariés . . .	2 238 652	2 315 190	2 691 952	951 638	921 169	915 244	427 445	383 795	365 627
De 6 à 10.	259 749	297 011	380 640	279 377	249 517	259 120	90 535	89 069	80 960
De 1 à 10 salariés . .	2 498 401	2 612 201	3 072 592	1 231 015	1 170 686	1 174 361	517 650	472 864	446 587
De plus de 10 salariés.	162 686	276 444	487 033	2 640 577	2 568 840	2 430 375	268 487	290 361	210 870
Ensemble.	2 661 087	2 888 145	3 259 625	3 871 592	3 739 526	3 304 736	785 837	763 225	657 457
(4) Non compris les chemins de fer et tramways.									

A l'aide des chiffres ci-dessus, on a déterminé la répartition du personnel de chaque catégorie professionnelle entre les établissements de diverses grandeurs.

ÉTABLISSEMENTS	AGRICULTURE			INDUSTRIE			COMMERCE		
	1906	1901	1896	1906	1901	1896	1906	1901	1896
De 1 à 5 salariés . .	84.1	80.2	82.6	24.6	24.6	27.7	54.4	50.3	55.6
De 6 à 10.	9.8	10.3	11.7	7.2	6.7	7.8	11.5	11.7	12.3
De plus de 10 salariés.	6.1	9.5	5.7	68.2	68.7	64.5	34.1	38.0	32.1
Ensemble . .	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

On voit que, dans les trois catégories professionnelles, le personnel se distribue très inégalement suivant l'importance des établissements.

Dans l'agriculture, les 5/6^{es} environ des personnes sont employées dans les très petits établissements occupant moins de 6 employés, moins de 1/15^e dans les établissements de plus de 10 ouvriers.

Dans le commerce, la moitié environ du personnel est employé dans les très petits établissements, un tiers dans les établissements de plus de 10 salariés.

Dans l'industrie enfin, les très petits établissements comprennent à peine un quart du personnel total, les 7/10^{es} sont employés dans les établissements de plus de 10 ouvriers.

CHAPITRE IX

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

(Non compris les entreprises de transport).

SECTION 3, 4 ET GROUPE 9 B(1)

ÉTABLISSEMENTS	Nombre des employés et ouvriers			Proportion pour 100			
	1903	1901	1896	1906	1901	1896	
De 1 à 10 employés et ouvriers.	1.487.619	1.430.851	1.134.703	32	32	36	
De 11 à 100 —	1.026.720	999.450	853.000	27	28	28	
De plus de 100 —	1.542.863	1.396.815	1.124.000	41	40	36	
Totaux. . . .	3.757.202	3.526.811	3.111.703	100	100	100	

(1) NOTA.— La section 3, 4 et groupe 9 B comprend toutes les industries que nous avons étudiées au point de vue des établissements depuis les mines et minières jusqu'à la céramique inclus, — le groupe 9 B représentant les services publics industriels.

D'après ces résultats, un peu plus de 40 % du personnel de l'industrie travaille dans les établissements qui occupent plus de 100 ouvriers, et la proportion est en augmentation constante depuis 1896. On constate, au contraire, pendant la période 1896-1906, une diminution du nombre relatif des employés et ouvriers des établissements de 1 à 10 et 11 à 100 salariés. Mais il ne faut pas confondre l'indication fournie par le rapport, le nombre relatif avec les chiffres absolus qui eux, indiquent une progression légère du nombre des salariés dans les petits établissements; constatation qui nous suffit pour déclarer que, si les grands établissements accaparent de plus en plus la population active venue à l'industrie, ils n'enlèvent aucun salarié à la première catégorie.

CHAPITRE X

CONCENTRATION DU PERSONNEL INDUSTRIEL SUIVANT LES DÉPARTEMENTS

Voici un autre angle d'étude de la concentration ; nous nous bornerons à publier le tableau suivant, extrait de la statistique. On a indiqué, pour chaque département, le personnel des établissements de plus de 100 salariés au recensement de 1906. On y trouvera également des nombres proportionnels exprimant le rapport de l'effectif de ces grands établissements, soit à la population totale, soit au nombre des employés et ouvriers occupés dans l'ensemble des établissements de l'industrie, quelle que soit leur importance. On a rappelé les nombres correspondants, relatifs aux années 1896 et 1901. Ceux-ci ne sont qu'approchés puisqu'ils ont été obtenus à l'aide des nombres moyens inscrits dans les colonnes 8 et 9 du tableau, page 124, du document officiel.

Ce tableau renferme les éléments d'une carte qui mettrait en relief l'état d'agglomération du personnel salarié des établissements industriels. Les départements où la concentration est la plus prononcée sont le territoire de Belfort, les départements du Nord, de Meurthe-et-Moselle, Pas-de-Calais, des Vosges, de la Loire, du Doubs, du Gard, des Ardennes, de la Loire-Inférieure, de Saône-et-Loire. Dans ces départements, le personnel des établissements occupant plus de 100 salariés compose plus du tiers de la population active de l'industrie, plus de moitié du personnel salarié des établissements industriels.

Ces départements étaient déjà ceux où le personnel salarié des établissements industriels était le plus aggloméré aux deux recensements précédents. On y peut constater généralement, depuis 1896, un mouvement de concentration assez prononcé (1).

Tels sont les résultats du recensement de 1906 comparés parfois à ceux de 1901 et 1896. Devant l'importance de la question à la fois économique et sociale, on est tenté de se demander si dans les autres pays du monde, agricoles et industriels, ou seulement l'un ou l'autre, l'existence d'une loi de concentration des entreprises doit s'induire des études statistiques. Une timide incursion dans ce

(1) Voir le tableau p. 106-107.

domaine, au hasard de notre documentation, nous fera évoquer des opinions autorisées qui nous permettront de donner à notre conclusion un caractère plus large, le champ d'observations étant plus étendu.

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS (SEC-
EMPLOYÉS

DÉPARTEMENTS	POPULATION ACTIVE TOTALE (1906)	ENSEMBLE DES SALARIÉS DES ÉTABLISSEMENTS (1906)	PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS DE PLUS DE 100 SALARIÉS								
			Au total en 1906	p. 100 personnes actives		p. 100 personnes actives		p. 100 personnes actives		p. 100 personnes actives	
				p. 100 salariés	p. 100 salariés	p. 100 salariés	p. 100 salariés	p. 100 salariés	p. 100 salariés		
			1906	1901	1896						
Ain	43 660	21 416	6 437	15	30	14	29	16	34		
Aisne.	97 334	56 557	22 378	23	40	21	37	23	40		
Allier.	49 653	29 143	12 588	25	43	28	48	24	43		
Alpes (Basses-)	9 294	3 944	1 699	18	43	9	23	»	»		
Alpes (Hautes-)	6 648	2 829	808	12	28	11	27	11	28		
Alpes-Maritimes	48 762	26 165	3 053	6	12	5	9	4	8		
Ardèche.	43 294	29 499	10 619	25	36	25	39	25	40		
Ardennes	66 361	46 700	24 168	36	52	31	48	29	45		
Ariège	16 931	7 990	2 104	12	26	14	29	9	20		
Aube.	50 913	29 804	14 439	28	48	23	42	26	46		
Aude.	30 307	11 829	1 248	4	11	5	12	5	14		
Aveyron.	35 781	18 050	9 503	27	53	35	66	26	55		
Belfort (Terr. de).	24 340	20 276	15 771	65	78	67	83	57	70		
Bouches-du-Rhône	135 308	84 876	32 727	24	39	22	35	16	28		
Calvados	58 537	28 694	7 600	13	27	14	27	11	24		
Cantal	15 443	6 409	1 327	9	21	6	15	5	14		
Charente	44 574	24 320	8 408	19	35	16	31	16	31		
Charente-Infér.	49 164	19 793	4 984	10	25	9	21	8	20		
Cher	48 443	26 410	9 910	20	8	21	38	22	40		
Corrèze	22 325	9 055	1 878	8	21	9	23	6	16		
Corse.	14 545	3 517	153	1	4	»	»	»	»		
Côte-d'Or.	46 077	22 689	6 071	13	27	12	24	9	19		
Côtes-du-Nord	47 032	18 389	823	2	5	4	10	3	9		
Creuse.	22 954	9 802	3 156	14	32	14	34	11	31		
Dordogne	39 580	15 230	1 748	4	11	2	5	2	6		
Doubs	55 287	36 226	20 902	38	58	35	55	32	53		
Drôme	38 206	22 700	6 530	17	29	16	28	15	25		
Eure	55 945	33 982	12 805	23	38	23	39	19	35		
Eure-et-Loir	33 641	17 562	2 589	8	15	11	20	9	18		
Finistère	73 768	38 560	11 570	16	30	17	29	21	36		
Gard	64 585	41 958	23 674	57	56	33	52	28	44		
Garonne (Haute-)	58 658	27 149	6 543	11	24	9	20	5	12		
Gers	19 536	5 157	»	»	»	»	»	1	2		
Gironde.	113 067	59 465	12 824	11	22	10	20	5	12		
Hérault	54 948	23 575	6 105	11	26	9	19	8	17		
Ille-et-Vilaine.	71 693	35 947	8 431	12	23	12	22	11	22		
Indre.	36 420	17 245	3 859	11	22	11	22	9	18		
Indre-et-Loire.	50 065	22 198	3 525	7	16	5	10	6	12		
Isère	114 405	69 386	33 650	29	49	31	53	28	50		
Jura.	36 101	17 251	3 677	10	21	9	19	8	19		
Landes	30 895	15 541	1 862	6	12	5	9	6	12		
Loir-et-Cher	34 013	15 008	3 465	10	23	8	19	8	17		
Loire	160 178	112 238	66 569	42	59	42	60	38	57		
Loire (Haute-)	50 076	17 805	4 834	10	27	11	29	9	31		
Loire-Inférieure	99 489	54 186	20 343	20	38	22	38	20	38		
Loiret.	47 456	23 784	5 873	12	25	12	23	10	20		

CTIONS 3. 4 ET GROUPE 9 B) OCCUPANT PLUS DE 100
ET OUVRIERS

DÉPARTEMENTS	POPULATION ACTIVE TOTALE (1906)	ENSEMBLE DES SALARIÉS DES ÉTABLISSEMENTS (1906)	PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS DE PLUS DE 100 SALARIÉS							
			Au total en 1906	p. 100 personnes actives		p. 100 personnes actives		p. 100 personnes actives		p. 100 salariés
				p. 100 salariés	p. 100 salariés	p. 100 salariés	p. 100 salariés	p. 100 salariés		
				1906		1901		1896		
Lot	15 440	4 837	580	4	12	1	3	»	»	
Lot-et-Garonne	30 535	13 143	2 315	8	18	5	13	6	15	
Lozère	7 103	2 248	»	»	»	»	»	4	13	
Maine-et-Loire	82 967	42 976	16 263	20	38	19	36	16	31	
Manche	54 388	24 989	7 278	13	29	15	31	9	22	
Marne	75 401	45 110	19 385	26	42	27	43	25	41	
Marne (Haute-)	37 504	20 740	10 391	28	50	28	52	26	49	
Mayenne	38 853	21 818	5 689	15	26	11	20	12	22	
Meurthe-et-Moselle	118 240	87 897	59 853	51	68	49	71	44	64	
Meuse	40 545	22 106	8 039	20	36	18	35	21	37	
Morbihan	55 100	26 091	8 292	15	32	16	31	10	23	
Nièvre	36 763	18 255	6 139	17	34	21	41	17	33	
Nord	515 467	424 613	285 712	55	67	50	65	47	61	
Oise	86 578	50 566	17 986	21	36	21	35	19	30	
Orne	45 491	22 875	8 080	18	35	15	30	12	27	
Pas-de-Calais	204 075	154 015	100 231	49	65	47	63	39	55	
Puy-de-Dôme	60 610	27 876	9 643	16	35	13	34	7	19	
Pyrénées (Basses-)	53 054	23 328	2 135	4	9	4	9	6	12	
Pyrénées (Hautes-)	22 105	10 303	2 768	13	27	11	25	7	17	
Pyrénées-Orientales	22 234	9 725	2 447	11	25	8	18	4	12	
Rhône	206 122	115 896	43 427	21	37	19	36	16	33	
Saône (Haute-)	39 288	21 429	10 264	26	48	26	47	27	47	
Saône-et-Loire	85 619	52 301	30 231	35	58	35	58	28	48	
Sarthe	50 549	26 022	4 467	9	17	9	18	6	12	
Savoie	22 769	12 838	3 847	17	30	18	32	11	22	
Savoie (Haute-)	24 729	11 031	1 902	8	17	11	23	11	25	
Seine } Paris	757 426	471 621	128 844	17	27	14	22	12	19	
Seine } Banlieue	260 565	174 141	74 896	29	43	25	38	21	34	
Ensemble	1 018 191	645 762	203 740	20	32	16	26	14	22	
Seine-Inférieure	169 195	116 319	61 747	36	53	34	50	29	45	
Seine-et-Marne	56 787	31 600	6 906	12	22	12	20	11	20	
Seine-et-Oise	128 465	74 486	18 679	15	25	14	22	13	22	
Sèvres (Deux-)	34 763	14 528	566	2	4	1	3	1	3	
Somme	108 471	62 878	27 139	25	43	24	42	22	38	
Tarn	46 439	28 922	10 145	22	35	26	42	19	36	
Tarn-et-Garonne	19 573	7 891	1 140	1	14	6	16	5	13	
Var	49 304	32 733	14 729	30	45	29	43	30	48	
Vaucluse	33 484	17 542	2 560	8	15	9	15	5	9	
Vendée	43 023	18 082	1 935	5	11	4	10	4	8	
Vienne	37 740	15 736	2 722	8	17	10	22	7	17	
Vienne (Haute-)	49 814	29 072	10 660	21	37	20	36	14	27	
Vosges	110 068	72 381	48 944	34	68	42	64	40	61	
Yonne	35 220	14 956	1 663	5	11	4	9	5	8	
France entière	6 337 536	3 757 202	1 542 863	24	41	23	39	20	35	

CHAPITRE XI

BELGIQUE.

En Belgique, d'après les renseignements du recensement général des industries et des métiers, on comptait au mois d'octobre 1896 (non compris les ateliers de l'Etat) :

326.089 entreprises en activité.

11.306 — en chômage (soit 3, 3 %).

Les 326.089 entreprises et divisions d'entreprises en activité, se répartissaient de la façon suivante :

1° 231.420, soit 70, 97 %, entreprises exploitées par des patrons ou des sociétés;

2° 94.334, soit 28, 93 %, entreprises appartenant à l'industrie à domicile;

3° 335, soit 0, 10 %, installations louées par des ouvriers, par des établissements publics.

La population occupée dans les industries et métiers compte 1.102.000 personnes.

Les employeurs, fabriquant dans leur établisse-

ment sont au nombre de. 232.500

Les employeurs faisant fabriquer au
dehors. 5.400

Total. 237.900

ou 21 %.

Nombre des salariés 864.200

ou 79 %.

Les salariés se répartissent de la manière sui-
vante :

a) Directeurs, gérants, ingénieurs, surveillants,
employés. 39.100

b) Ouvriers d'usines, ateliers, mines, etc. 671.607

c) Ouvriers travaillant à domicile . . 101.100

d) Intermédiaires de l'industrie à do-
micile. 1.300

e) Membre de la famille des exploitants
comme ouvriers 50.600

f) Ouvriers travaillant en ateliers pu-
blics. 366

Les entreprises exploitées par des particuliers
ou des sociétés de personnes sont au nombre de
324.000, celles exploitées par des sociétés par ac-
tions sont au nombre de 2.000.

L'analyse du recensement fait deux catégories :

1° Industrie proprement dite : a) Entreprises indi-
viduelles ou exploitées par des sociétés de fait ou
en nom collectif 229.400
ou 99 13 %.

b) Sociétés par actions et coopératives. 2.000
ou 0, 87 %.

2^o Industries à domicile ou en ateliers publics. Entreprises individuelles ou en sociétés coopératives 94.600
ou 99, 99 %.

Sociétés coopératives 8
ou 0, 01 %.

Dans les deux groupes d'industries, la presque totalité des entreprises sont individuelles ou constituées en association de fait ou de personnes.

Le nombre des sociétés par actions est de 1854, mais elles emploient 278.200 salariés sur 664.000, soit 41, 90 % du total des ouvriers de l'industrie proprement dite.

Si on défalque l'industrie houillère, dont presque tous les ouvriers sont occupés par des sociétés par actions, ce nombre tombe à 164.000 sur 547.000.

L'industrie minière (fond et surface réunis) comprend 115.800 ouvriers dont 97, 48 % occupés par des sociétés par actions.

Nous trouvons ensuite les industries dont les entreprises en sociétés par actions occupent entre 75 et 100 % du personnel des ouvriers total.

ENTREPRISES EN SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

	Nombre d'ouvriers	Rapport pour 100 au personnel total ,
Filatures de lin . . .	13.300	97,21
Puddledage et laminage .	11.700	93,37
Verreries à vitre. . .	9.700	77,19
Ateliers de construction de matériel de che- min de fer	8.200	93,92

Gobeletteries, cristalleries	7.800	91,35
Chemins de fer (exploitation et voie et travaux réunis).	5.600	99,68
Fabriques de zinc.	4.990	91,08
Aciéries.	4.400	94,58
Chemins de fer vicinaux, tramways	2.700	98,63
Fours à coke	2.300	98,09
Usines à gaz (y compris les services extérieurs)	2.100	88,63

Il y a ensuite 8 industries au-dessous de 2.000 et au-dessus de 1.000 ouvriers, 3 au-dessus de 500, 6 au-dessus de 100.

On parle beaucoup de sociétés coopératives de production belges. Elles sont au nombre de 167 et n'occupent que 2.100 ouvriers, dont 660 dans la boulangerie et 611 dans les entreprises de chargement et de déchargement. Ces dernières sont, en réalité, des sociétés commerciales de travail.

Dans l'industrie proprement dite, non compris l'industrie à domicile et en ateliers publics, on compte, sur 234.420 entreprises et divisions d'entreprises ; 160.400, soit 69.032 %, plus des 2/3 appartiennent à la petite industrie. Dans 14.500, un ou plusieurs chefs d'établissement travaillent sans l'aide d'aucun ouvrier, membre ou non de leur famille.

Dans 17.800 entreprises et divisions d'entreprises (7, 71 %), un chef d'établissement ou plusieurs chefs d'établissements associés travaillent

avec un ou plusieurs membres de leur famille, très généralement leurs enfants.

Sur les 231.400 entreprises et divisions d'entreprises, il n'y en a que 70.900, soit moins du tiers, qui occupent au moins un ouvrier proprement dit.

Il est difficile de trouver pour la petite industrie un critérium qui convienne à toutes les branches de fabrication : un moulin à farine comptant 7 ou 8 ouvriers, n'appartient plus à la petite industrie, tandis qu'un tissage n'occupant qu'une dizaine d'ouvriers doit y être rangé.

La direction du recensement belge a pris comme critérium empirique le chiffre de 4 ouvriers et au-dessous : 55.000 entreprises (soit 23, 76 %), où le quart de l'ensemble des entreprises occupant au moins un ouvrier sont dans ce cas. Elles représentent un total de 96.000 ouvriers, soit en moyenne moins de deux par entreprise ou division d'entreprise.

Les couturiers, tailleurs, cordonniers, menuisiers, charpentiers, boulangers, maréchaux-ferrants, serruriers-poêliers, maçons, peintres, charrons, couvreurs, plombiers, lingères, modistes, etc., tous ces métiers rentrent dans la petite industrie et même, pour une forte proportion, dans la très petite industrie.

En Belgique, on compte dans la moyenne industrie les établissements occupant inclusivement de

5 à 49 ouvriers; ils sont au nombre de 13.830, soit 6 % de l'ensemble, ils représentent 173.000 ouvriers, soit en moyenne 12, 05 par établissement ou 26 % de l'ensemble des ouvriers.

La moyenne industrie comprend des entreprises de maçonnerie, de brasserie et malterie, de construction, de menuiserie et de charpente, de confection pour vêtement de femme, de carrière de fonderie, et d'ateliers de construction métallique, etc. De 50 à 499 ouvriers, la grande industrie compte 2.000 établissements, représentant une population ouvrière de 295.000, soit 146 ouvriers par entreprise ou division d'entreprise. Sur un total de 664.600 ouvriers occupés dans l'industrie proprement dite, il y en a donc 295.000 soit 44 %, occupés dans la grande industrie.

Dans l'industrie houillère, sur 115.800 ouvriers, il y en a 86.000 faisant partie de ce groupe de la grande industrie. Si on le défalque, on trouve 209.000 ouvriers, qui représentent 142 ouvriers par entreprise et 35, 78 % de l'ensemble des ouvriers.

La très grande industrie comprend 133 établissements comptant plus de 500 ouvriers, soit un total de 100.000 ouvriers ou 15 % de l'ensemble des ouvriers. Sur ce chiffre, 30.000, près du tiers, appartiennent à 46 mines de houille, 8.600 à 7 filatures de lin, 6.300 à 9 fabriques de fer, 5.000 à 6 verreries à vitres, 5.000 à deux gobeletteries et cristalleries.

Sur 100 ouvriers, il y en a 44 occupés dans la grande industrie, et 15 dans la très grande industrie, soit 59 % sur 100.

En unifiant par supputation les entreprises multiples, le rapport arrive au résultat suivant (page 23):

	Nombre réel	Nombre d'ouvriers
Très petite et petite industrie (0, 1, 2, 3, 4 ouvriers)	211.700	92.000
au lieu de	215.400	au lieu de 95 000
Moyenne industrie (15 à 49 ouvriers)	13.000	162.000
au lieu de	13.800	au lieu de 172.700
Grande industrie (50 à 499 ouvriers)	1.456	250.000
au lieu de	2.000	au lieu de 293.000
Très grande industrie (500 ouvriers et plus).	184	160.000
au lieu de	133	au lieu de 100.000

Il y aurait ainsi 24 %, soit le quart de l'ensemble des ouvriers occupés dans la très grande industrie.

Cela tient au caractère de l'industrie de la Belgique, mines, constructions métalliques, filatures et tissages.

Voici comment se classe cette population :

Chefs d'établissements.	232.500
Directeurs et employés	37.800
Membres de la famille des chefs d'établissements	34.400
Entreprises à domicile.	87.200
Ateliers publics	330
Total.	392.230

Ouvriers de l'industrie proprement dite.	664.000
Ouvriers de l'industrie à domicile.	14.000
Total.	678.000

Nous avons mis dans le même groupe que les chefs d'établissements, les directeurs, contremaîtres, employés, parce que les ouvriers considèrent que leurs intérêts sont distincts des leurs.

Nous avons donc d'un côté, 71 % de salariés, contre 29 % de chefs d'établissements et employés, soit un peu plus de trois salariés pour un chef d'établissement.

La très petite industrie représente plus. 70 %

La petite industrie (4 ouvriers et au-dessous).	23 %
---	------

Total.	93 %
----------------	------

Il faut y ajouter l'industrie à domicile; la grande industrie n'a donc pas plus étouffé la petite industrie en Belgique, qu'elle ne l'a étouffée en France. Les faits ne ratifient donc pas dans ce pays, la théorie de la concentration des industries émises par Karl Marx.

CHAPITRE XII

PRUSSE

Voici ce qui s'est passé en Prusse où le gouvernement résolument favorise la grande industrie contre la petite :

En 1895, la grande industrie occupait dans la production une place proportionnelle identique à celle de l'Angleterre en 1891. En Prusse, en 1895 38 % des ouvriers appartenaient à la grande industrie; le développement de celle-ci s'est donc effectué en d'assez fortes proportions. Cependant l'énorme masse des personnes occupées dans l'industrie appartenait encore, en Allemagne, aux moyennes et petites entreprises. De 10 millions $\frac{1}{4}$ d'ouvriers industriels occupés en 1895, un peu plus de 3 millions appartenaient à la grande industrie, 2 millions $\frac{1}{2}$ à la moyenne (de 5 à 50 ouvriers) et 4 millions $\frac{3}{4}$ à la petite industrie. Il n'y avait que 1 million $\frac{1}{4}$ de petits patrons manuels.

De 1882 à 1895, les petites entreprises (1 à 5 ouvriers) en Allemagne ont passé de 2.457.950 à 3.056.318, soit 24,3 % d'augmentation; les petites entreprises moyennes (6 à 10 ouvriers) de 500.097 à 833.409, soit 66,6 % d'augmentation, les plus grandes entreprises (11 à 52 ouvriers) de 891.623 à 1.620.648, soit 81,8 % d'augmentation. Pendant cette même période, la population n'augmenta, que de 13,5 %. « Si pendant la période en question, écrit M. Bernstein, la grande industrie a augmenté dans des proportions plus considérables encore de 88,7 % — cet accroissement n'a concordé avec une absorption de petite industrie que dans quelques cas isolés.

« Le nombre des personnes occupées dans le commerce et le trafic (sans compter les employés de chemins de fer et de la poste) a, entre 1885 et 1895, dans les entreprises comprenant deux salariés au moins, passé de 411.509 à 467.656, soit une augmentation de 13,6 %; dans les entreprises de 3 à 5 auxiliaires, de 176.867 à 342.112, soit 93,4 %; dans les entreprises de 6 à 50 auxiliaires, de 157.328 à 303.078 soit une augmentation de 142,2 %.

« C'est la petite entreprise moyenne qui accuse l'augmentation la plus importante, bien que proportionnellement l'augmentation soit la plus considérable dans les grandes entreprises. Mais celles-ci ne représentent pas beaucoup plus que 5 % de l'ensemble. »

La conclusion de M. Bernstein est celle-ci et nous la croyons exacte en tous points : « La grande industrie n'absorbe pas continuellement les petits et moyennes entreprises, mais elle s'affirme et grandit à côté d'elles ».

On s'explique les cris de colère qui ont accueilli de la part des socialistes arrivistes les constatations de M. Bernstein.

Du moment que la loi de la concentration des entreprises ne se vérifie pas, le socialisme perd ses espérances. Il n'y a plus un socialisme des faits qui se forme en dehors de nous, malgré nous ! La conception matérialiste de l'histoire est minée !

CONCLUSION

Cette randonnée parfois indigeste à travers les chiffres de la statistique nous conduit à formuler des appréciations d'ensemble, qui se dégagent nécessairement de notre étude. Nous avons employé le mot concentration pour désigner une diminution absolue et relative dans le nombre des établissements agricoles, industriels, commerciaux, financiers, corrélative à un accroissement de l'activité globale de la catégorie à laquelle ils appartiennent. Nous l'avons défini parfois mouvement de concentration pour bien préciser son sens Marxiste, son sens socialiste.

Nous avons fait de timides incursions dans des données autres que celles du recensement de 1906; nous nous en excusons tout en pensant que ce problème éminemment complexe, qui touche à tout l'édifice économique et social, ne nous permettait pas, de ne pas effleurer les différents aspects de la question, dont la solution ne pouvait pas être condensée dans un seul critérium. Il n'y a rien d'absolu, en ce monde d'études, tout est relatif, appro-

ximatif. L'établissement considéré comme un groupe de personnes travaillant en commun, dans une même localité, sous la direction d'un, ou plusieurs représentants d'une même raison sociale d'une même firme, le nombre de ces établissements dans chaque industrie ou profession subdivisée selon le personnel salarié, comparé aux autres chiffres des précédentes statistiques, constituent un très sérieux moyen de contrôle de l'existence ou de la non existence de la concentration des entreprises ; mais ils ne sont pas à eux seuls toute la solution !

Ces réserves faites, nous affirmerons sur la foi de la statistiques qu'il n'y a point de concentration des *entreprises agricoles* ; le nombre des petits établissements a augmenté ; dans 36 départements depuis 20 ans le nombre des petits propriétaires s'accroît ; la surface totale de la petite propriété progresse rapidement. L'affirmation de la supériorité de la grande culture sur la petite est un mythe de plus à l'actif des prophètes socialistes. Le paysan par sa main-d'œuvre attentive, son esprit de progrès, fait rendre à son coin proportionnellement plus que le grand domaine livré à des soins mercenaires. Comprenant tout ce qu'il doit à la terre, il s'attache à elle d'un ardent amour. L'expérience a beau lui montrer souvent :

« Que le sentier fleuri s'achève en pente rude », il ne rend pas la terre responsable de la colère des éléments, il l'entoure d'une amitié filiale, émou-

vante, inexpugnable, et ce sentiment qu'il mêle à l'idée de patrie se fortifie avec elle de toutes les aspirations communes qui soudent entre eux les éléments divers d'une même race.

Ainsi, l'on comprend que la petite propriété qui tend les 2 ressorts éternels de l'activité humaine, la volonté et le cœur, demeure, comme l'a si bien dit M. Lhintillac : « Le centre de gravité de la société rurale ».

Si quelque doute pouvait encore subsister sur la question de la concentration en agriculture, il nous suffirait de faire appel aux aveux des premiers clairons du socialisme contemporain.

Jaurès déclare en effet dans le grand débat de juin 1897 : « La concentration, n'a pas produit un effet aussi ample et aussi visible dans la production agricole que dans la production industrielle. La concentration ne se retrouve pas en agriculture au même degré et avec la même clarté ».

Gabriel Deville, dans la séance de novembre de la même année, constata, lui aussi, « qu'il n'y avait pas encore sensiblement concentration en agriculture ».

M. Deschanel, l'éminent contradicteur de Jaurès, ne manqua pas d'insister sur l'argument de la non concentration, et il déclara : « Il est avéré, il est constant que le Code civil, cette machine à hacher le sol, ne cesse de transformer la grande propriété en propriété moyenne et la moyenne en petite. C'est la petite qui dévore la grande ».

Dans les « études socialistes », parues en 1902, Jaurès revint sur la question et il écrivit que le « prolétariat rural devenant de plus en plus rare, la croissance de la grande propriété se trouve naturellement arrêtée ».

L'argument de la concentration a fait son temps : Kaustky, Vandervelde et Gatti sont venus, qui, de l'intérieur même du collectivisme, l'ont secoué et rejeté comme un vieil oripeau inutilisable.

Dans l'*industrie* qui se subdivise dans notre étude : en industrie extractive et industrie de transformation, 3 recensements successifs ne nous ont pas montré le fait brutal de la concentration, de cette fameuse nécessité naturelle. !

Les chiffres généraux accusant en 1906, 160.000 individus de plus qu'en 1901 occupés dans les industries de transformation et une augmentation de 7.000 établissements, ne nous montrent point les nouveaux contingents absorbés par les grands établissements dans la progression serait également néfaste aux petits établissements existants. Ceux-ci, non seulement résistent mais prennent leur part dans les nouvelles recrues. Il y a développement parallèle pour toutes les catégories qui participent à l'activité générale; la force des uns n'est pas faite de la faiblesse des autres. D'ailleurs il importe de ne pas perdre de vue ce que nous avons fait remarquer au cours de cette étude, l'importance du multiplicande pour les petits établissements.

Certes, en pénétrant dans l'intimité des indus-

tries de transformation qui se divisent et se subdivisent, nous avons fait connaissance avec la concentration, mais elle était tellement isolée qu'elle n'a pu réagir sur les chiffres généraux. Nous en avons rencontré un indice dans les industries textiles; mouvement qui s'explique par une nécessité industrielle. Même constatation pour les cuirs et peaux. Dans la métallurgie on ne peut, à proprement parler, dire qu'il y a concentration, les établissements de la première catégorie sont presque inexistants; c'est une industrie concentrée. Pour l'industrie des métaux fins, le mouvement de concentration se fait en faveur des établissements moyens, il n'y a donc pas la caractéristique de la puissance attractive des grands. Il y a concentration dans la céramique et la verrerie. Voilà pour les industries de transformation les conclusions qu'impose une étude impartiale.

La manutention et les transports n'indiquent, aucune concentration d'après le dénombrement des établissements catalogués suivant l'importance des salariés.

Les chiffres du *groupe du commerce* : spectacle, banque, sont la négation de ce mouvement. Toutefois, il faut présumer, étant donnés les chiffres généraux, les synthèses qui s'imposent pour arriver à conclure dans toute étude de ce genre, qu'une analyse plus minutieuse pourrait mettre en défaut sur certains points le caractère de généralité donné à la solution.

Malgré le développement parallèle des établissements de toute catégorie il importe de remarquer qu'aucune défaillance ne se produit dans le camp des grands établissements qui, avec une régularité mathématique, surtout dans l'industrie, se trouvent en progression à chaque recensement.

Pour mieux synthétiser notre étude nous reproduisons 2 tableaux : l'un, plus développé quant aux catégories d'établissements, condense l'activité de la population en trois groupes principaux :

- 1° Pêche, forêt, agriculture;
- 2° Industrie;
- 3° Commerce.

ÉTABLISSEMENTS SUIVANT LE NOMBRE DES EMPLOYÉS ET OUVRIERS

CATEGORIE	1906										1901									
	Nombre des établissements classés suivant le nombre des salariés										Nombre des établissements classés suivant le nombre des salariés									
	Aucun salarié	1 à 5	5 à 10	11 à 20	21 à 100	101 à 200	201 à 500	Plus de 500	Aucun salarié	1 à 5	5 à 10	11 à 21	21 à 100	101 à 200	201 à 500	Plus de 500				
Pêche, forêts, agriculture . .	1 225 361	1 289 700	37 173	6 669	2 044	37	5	»	757 646	1 287 914	42 886	7 149	2 198	29	2	*				
Industrie . .	67 012	550 604	37 159	19 933	17 865	2 555	1 467	627	68 273	540 821	33 170	20 335	17 570	2 375	1 342	551				
Commerce . .	114 053	257 151	12 137	5 309	2 696	175	72	26	101 896	229 950	11 990	4 604	2 279	122	54	16				

L'autre avec d'autre catégorie : 1 à 5 salariés, 6 à 50,51 à 500 et plus de 500, présente dans sa seconde partie la proportion des établissements de chaque catégorie pour 10.000 établissements de toutes catégories.

Ce tableau nous montre une fois de plus combien est erroné le paragraphe 18 du manifeste communiste : « A leur tour les classes moyennes d'autrefois, les petits industriels, les commerçants et rentiers, les artisans et paysans tombent dans le prolétariat. Ainsi le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population ».

Les chiffres des petits établissements occupant de 1 à 5 salariés sont en progression constante, ou sont stationnaire dans les trois grands modes d'activité : agriculture, industrie, commerce, et cette constatation se suffit à elle pour réduire à néant le sophisme socialiste en contradiction avec les résultats de 60 années de vie économique intensive.

Pour beaucoup d'élèves ayant sucé le lait de la pure doctrine scientifique, Karl Marx n'est plus dieu, Engels n'est plus son prophète, des dissidences éclatantes se sont produites; Bernstein a montré la contradiction des faits économiques avec les fameuses vérités révélées, et, cet abandon d'un esprit fort a pu être qualifié par Bebel de malheur, au congrès de Lubek!

Vu :
Le Président de la thèse,
SOUCHON.

Vu :
Le Doyen,
P. CAUWES.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- KARL MARX. — Manifeste communiste, 1847.
Recensement de 1906.
- VICTOR BRANDT. — La petite industrie contemporaine.
- SCHMOLLER. — Discours à Eizenach, 1872.
- GÉRARD COOREMAN. — Séance du Sénat belge, 27 juin 1896.
- RUAU. — Discours du 14 mars 1909.
- SOUCHON. — La propriété paysanne.
- CH. GIDE. — Principes d'économie politique. — Economie sociale.
- CAUWÉS. — Economie politique.
- BOURGUIN. — Les systèmes socialistes.
- VANDERVELDE. — Le socialisme agraire.
- MIRABEAU. — L'ami des hommes.
- AUGÉ-LARIBÉ. — Le problème agraire du socialisme. — Grande ou petite propriété.
- KAUSTSKY. — La question agraire, Paris, 1900.
- FLOUR DE SAINT-GENIS. — La propriété rurale en France.
- JAURÈS. — Etudes socialistes. — Le mouvement rural. — Lentes ébauches.
- YVES GUYOT. — Sophismes socialistes et faits économiques, Paris, 1908.

TABLE DES MATIÈRES

EXPOSÉ DE LA QUESTION.	5
TABLEAU. — Population active suivant les situations et sections professionnelles. Année 1906.	40
— Année 1901.	41
— Etablissements classés suivant le nombre des employés et ouvriers. Année 1906.	42
— Année 1901.	43

CHAPITRE PREMIER

Pêche	45, 85
-----------------	--------

CHAPITRE II

Forêt et agriculture	49, 85
— Tableau.	28

CHAPITRE III

Industries extractives, avec tableau.	42, 85, 92
---	------------

CHAPITRE IV

Industries de transformation, avec tableau.	46, 86, 92
---	------------

Subdivision des industries de transformation :

Alimentation	49, 86, 92
Industries chimiques.	51, 86, 92
Caoutchouc.	52, 86, 93
Polygraphie.	53, 86, 93
Industries textiles.	53, 86, 94

Travail des étoffes.	56, 86, 94
Paille, plumes, crins.	57, 86, 95
Cuir et peaux.	58, 86, 95
Industries du bois.	60, 86, 95
Métallurgie.	61, 87, 96
Métaux ordinaires.	63, 87, 96
Métaux fins.	64, 87
Taille des pierres précieuses.	65, 87, 96
Terrassement, construction.	66, 87, 97
Taille des pierres et moulage.	68, 87, 97
Céramique et verrerie.	69, 87, 97

CHAPITRE V

I. — Manutention.	71, 88
Tableau.	72
II. — Transports.	73, 88

CHAPITRE VI

I. — Commerces divers.	75, 88
II. — Commerce forain.	78
III. — Banques, assurances, etc.	79
Professions libérales, soins personnels, service domestique, services publics et généraux, services publics industriels. — Tableau comparatif, années 1906, 1901, 1896.	82
Tableau comparatif de la population active en 1901 et 1906 quant aux établissements classés suivant le nombre des ouvriers spécialement pour ceux occupant moins de 20 salariés.	83

CHAPITRE VII

Nouvel appoint à notre étude sur la base du précédent tableau.	84
--	----

CHAPITRE VIII

Concentration du personnel suivant le genre d'industrie.	90
Tableau.	91

CHAPITRE IX

Répartition des établissements industriels, avec tableau	101
--	-----

CHAPITRE X

Concentration du personnel industriel suivant les départements.	103
Tableau	106, 107

CHAPITRE XI

Belgique	108
--------------------	-----

CHAPITRE XII

Prusse.	116
CONCLUSION.	119
BIBLIOGRAPHIE.	128

